



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Rapport de la Troisième Conférence du **Forum Mondial de la Banane**

| 8-9 Novembre 2017, Genève, Suisse |



RAPPORT RÉALISÉ PAR LE SECRÉTARIAT DU FORUM MONDIAL DE LA BANANE,
BASÉ AU SIÈGE DE LA FAO À ROME



Rapport de la Troisième Conférence
Forum Mondial de la Banane

CITATION RECOMMANDÉE:

FAO. 2018. Rapport de la Troisième Conférence Forum Mondial de la Banane. Rome. 57 pp

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le fait qu'une société ou qu'un produit manufacturé, breveté ou non, soit mentionné ne signifie pas que la FAO approuve ou recommande ladite société ou ledit produit de préférence à d'autres sociétés ou produits analogues qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

ISBN 978-92-5-131073-1

© FAO, 2018



Certains droits réservés. Ce travail est mis à la disposition du public selon les termes de la Licence Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 3.0 Organisations Internationales (CC BY-NC-SA 3.0 IGO; <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/deed.fr>).

Selon les termes de cette licence, ce travail peut être copié, diffusé et adapté à des fins non commerciales, sous réserve de mention appropriée de la source. Lors de l'utilisation de ce travail, aucune indication relative à l'approbation de la part de la FAO d'une organisation, de produits ou de services spécifiques ne doit apparaître. L'utilisation du logo de la FAO n'est pas autorisée. Si le travail est adapté, il doit donc être sous la même licence Creative Commons ou sous une licence équivalente. Si ce document fait l'objet d'une traduction, il est obligatoire d'intégrer la clause de non responsabilité suivante accompagnée de la citation indiquée ci-dessous: «Cette traduction n'a pas été réalisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La FAO n'est pas responsable du contenu ou de l'exactitude de cette traduction. L'édition originale [langue] doit être l'édition qui fait autorité.»

Toute médiation relative aux différends en rapport avec la licence doit être menée conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) actuellement en vigueur.

Documents de tierce partie. Les utilisateurs qui souhaitent réutiliser des matériels provenant de ce travail et qui sont attribués à un tiers, tels que des tableaux, des figures ou des images, ont la responsabilité de déterminer si l'autorisation est requise pour la réutilisation et d'obtenir la permission du détenteur des droits d'auteur. Le risque de demandes résultant de la violation d'un composant du travail détenu par une tierce partie incombe exclusivement à l'utilisateur.

Ventes, droits et licences. Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être acquis par le biais du courriel suivant: publications-sales@fao.org. Les demandes pour usage commercial doivent être soumises à: www.fao.org/contact-us/licence-request. Les demandes relatives aux droits et aux licences doivent être adressées à: copyright@fao.org.

Table des matières

Acronymes et abreviations.....	v
Introduction.....	1
1. Séance inaugurale	2
2. Présentation des principales conclusions de la réunion multipartite stratégique sur l'égalité des sexes dans l'industrie de la banane.....	5
2.1 Opportunités pour l'emploi des femmes	5
2.2 Autonomisation des femmes	5
2.3 Ecart de rémunération entre les femmes et les hommes.....	5
2.4. Santé et sécurité.....	6
2.5 Harcèlement sexuel et violences basées sur le genre.....	6
2.6 Propositions finales de la réunion sur l'égalité entre les sexes	6
3. Session 1 : Les personnes au travail.....	9
3.1 Panélistes et intervenants.....	9
3.2 Résumé des discussions de la table ronde	9
3.3 Propositions et recommandations de la table ronde	11
4.1 Panélistes et intervenants.....	13
4.2 Résumé des discussions de la table ronde	13
4.3 Panel Proposals and Recommendations	15
5. Compétition et collaboration : la collaboration mondiale au sein du FMB	19
5.1 Panélistes et intervenants.....	19
5.2 Résumé des discussions de la table ronde	19
5.3 Propositions et recommandations de la table ronde	21
6. Session 3 : L'Avenir de la banane: gérer les risques du Fusarium souche tropicale 4 (tr4)	23
6.1 Panélistes et intervenants.....	23
6.2 Résumé des discussions de la table ronde	23
6.3 Propositions et recommandations de la table ronde	26
7. Session 4: Comment parvenir à une répartition plus juste de la valeur?	29
7.1 Panélistes et intervenants.....	29
7.2 Résumé des discussions de la table ronde	29

7.3 Propositions et recommandations de la table ronde	32
8. Session de clôture	35
Annexe 1: Déclaration du FMB	37
Annexe 2: Réunion multipartite stratégique sur l'égalité des sexes dans l'industrie de la banane	39
Annexe 3: Principaux résultats du GT02 sur la répartition de la valeur	41
Annexe 4: Rapport sur l'évènement parallèle sur le Programme Mondial de la FAO sur le Fusarium Race Tropicale 4 (R4T)	42
Annex 5: Agenda.....	44
Annexe 6: List of Participants.....	49
Annexe 7: Couverture médiatique de la Conférence du FMB	57

| Acronymes et abreviations

ABNB/CSCP	Alliance allemande pour l'action en faveur de la banane durable/Centre de Collaboration sur la Consommation et la Production durables
ALC	Amérique Latine et Caraïbes
BOHESI	Banana Occupational Health and Safety Initiative
BPM	Biodiversity Partnership Mesoamerica
CCV	Centre de Conférence de Varembe
CIRAD	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement
CLAC	Collectif des petits producteurs et travailleurs du commerce équitable en Amérique latine et dans les Caraïbes
CE	Comité Exécutif
CNCJ	Coordination Nationale de Commerce Equitable Pérou
COLEACP	Comité de liaison Europe-Afrique-Caraïbes-Pacifique
COLSIBA	Coordination latino-américaine des syndicats de la banane et de l'agro-industrie
CICG	Centre International de Conférence de Genève
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FMB	Forum Mondial de la Banane
FOAG	Federal Office of Agriculture of Switzerland
FOB	Franco à Bord
GBV	Gender-Based Violence
GEL	Golden Exotics Ltd.
GES	Gaz à Effet de Serre
GFSI	Global Food Safety Initiative
GIZ	Die Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
GLWC	Coalition pour un salaire minimum vital
GT01	Groupe de Travail 1
GT02	Groupe de Travail 2
GT03	Groupe de Travail 3
HS	Harcèlement Sexuel
OIT	Organisation Internationale du Travail
IITA	Institut international d'agriculture tropicale
IRSTEA	Institut national de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture
IUF/UITA	Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac, du catering et des branches connexes
MAG	Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (Costa Rica)
MINAE	Ministère de l'Environnement et de l'Énergie (Costa Rica)
NAMA	Nationally Appropriate Mitigation Actions
NU	Nations Unies
OFAG	Office Fédéral de l'Agriculture
OIRSA	Organisme International Régional contre les Maladies des Plantes et des Animaux
PBGEA	Association philippine des planteurs et exportateurs de bananes
RSE	Responsabilité Sociétale des Entreprises
UE	Union Européenne
UPEB	Union des Pays Exportateurs de Bananes
USA	États-Unis d'Amérique
US\$	Dollars Américain
R4T	Race Tropical 4
SINTRAINAGRO	Syndicat national de l'industrie agricole
SST	Santé et Sécurité au Travail
VBG	Violence Basée sur le Genre
WINFA	Association des Agriculteurs des Îles du Vent

A photograph of a banana plantation. The top half shows large green banana leaves against a clear blue sky. The bottom half shows a bunch of green, unripe bananas. A semi-transparent green box with rounded corners is overlaid in the center, containing a quote in white text. The quote is enclosed in white quotation marks.

“

Ce rapport fournit un résumé des principaux résultats et des discussions qui ont eu lieu au cours des tables rondes des 8 et 9 novembre 2017.

”

Introduction

La Troisième Conférence du Forum Mondial de la Banane (FMB) s'est tenue au Centre International de Conférences de Genève (CICG) à Genève, en Suisse, les 8 et 9 novembre 2017. Plus de 300 personnes représentant une grande diversité d'acteurs de 38 pays d'Amérique latine et des Caraïbes, d'Afrique, d'Asie, d'Europe et d'Amérique du Nord se sont inscrites pour participer à des discussions sur des sujets cruciaux concernant l'industrie mondiale de la banane, comme la collaboration, le genre, le commerce et les questions techniques. Les participants représentaient les gouvernements, les organisations internationales compétentes, les importateurs, les exportateurs, les distributeurs, les organisations de producteurs, les syndicats, les organisations de la société civile et les instituts de recherche en relation avec le secteur de la banane.

Deux événements importants ont précédé la Troisième Conférence du FMB, notamment (1) la Réunion multipartite sur l'égalité des sexes dans l'industrie de la banane et (2) la 13^{ème} réunion du Comité de Pilotage du FMB, le 7 novembre 2017. Un événement parallèle sur la lutte contre la Fusariose souche Tropicale 4 s'est également tenu le 10 novembre 2017, à la suite de la Conférence.

Ce rapport fournit un résumé des principaux résultats et des discussions qui ont eu lieu au cours des tables rondes des 8 et 9 novembre 2017. La structure du rapport est la suivante :

- Résumé des discours de la cérémonie d'ouverture suivi du résumé des conclusions de la réunion multipartite sur l'égalité entre les sexes qui s'est tenue le 7 novembre 2017;
- Résumé des discussions et des propositions faites au FMB par les modérateurs et les panelistes pour chacune des cinq tables rondes;
- Résumé des remarques finales et des discours de la cérémonie de clôture de la conférence.



1. | Séance inaugurale

M. Pascal Liu, coordinateur du Secrétariat du Forum Mondial de la Banane (FMB), basé au sein de la FAO, a souhaité la bienvenue à tous les participants à la Troisième Conférence du Forum Mondial de la Banane et a présenté le FMB comme l'unique plateforme mondiale multi-parties prenantes pour le secteur de la banane. Il a remercié les entités ayant contribué à la réussite de la conférence, notamment: le Gouvernement suisse et l'Office fédéral de l'agriculture pour leur soutien à l'organisation de la réunion, l'Organisation Internationale du Travail (OIT) pour son soutien technique et les entreprises et organisations ayant coparrainé l'événement. Par la suite, M. Liu a invité les intervenants de la séance inaugurale à se joindre à lui sur scène, et a donné la parole à M. Renwick Rose, président du Conseil Exécutif du FMB nouvellement élu, pour présenter le discours inaugural.

M. Renwick Rose, président du Comité Exécutif du FMB, a salué tous les participants et a souhaité la bienvenue aux participants au nom du Conseil Exécutif et du Comité de Pilotage du FMB, ainsi que du Comité d'organisation de la Conférence. Il a souligné les progrès accomplis depuis le lancement du Forum à Rome en 2009 notamment l'établissement de nouvelles relations visant à renforcer l'industrie mondiale de la banane ainsi que l'importance de la Troisième Conférence pour soutenir ces efforts par son programme ambitieux et du fait de l'ampleur de la participation. Il a mentionné le fait que les différends commerciaux internationaux et la concurrence déloyale ont nui à tous les acteurs du secteur de la banane avant la création du Forum et a souligné que la discussion ouverte, le débat et la collaboration sont les moyens de réaliser des bénéfices mutuels pour les divers acteurs de l'industrie, petits et grands, ainsi que d'atteindre des résultats tangibles. Il a déclaré que la plate-forme du FMB est une opportunité de collaboration pour trouver des solutions aux principaux défis de l'industrie. Il a conclu en invitant les participants à se joindre à lui dans des discussions productives dans les prochains jours, en exprimant sa gratitude à tous les sponsors, collaborateurs ainsi qu'à la FAO pour avoir hébergé le Secrétariat du FMB depuis sa création.

M. Dominique Kohli, Sous-Directeur du Département fédéral de l'économie de l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) de Suisse, a prononcé le discours de bienvenue au nom du pays hôte. Il a souhaité la bienvenue à tous les participants et a mentionné le grand honneur que représentait le fait d'accueillir la Troisième Conférence du FMB. Il a souligné la nature unique de cette plate-forme dans le fait de réunir toutes les parties prenantes du secteur de la banane en vue de promouvoir un dialogue ouvert et la collaboration sur les défis rencontrés par le secteur. Au nombre de ces défis, il a cité entre autres : la maladie de la fusariose causée par le *Fusarium souche Tropicale 4 (TR4)*, la question du niveau des prix et des revenus des producteurs, ainsi que les défis environnementaux et sociaux qui seront de plus en plus présents et visibles à l'avenir. M. Kohli a ensuite déclaré que ces défis ne peuvent être relevés que si toutes les parties prenantes collaborent activement et a fait remarquer que la Troisième Conférence mondiale du FMB était le cadre idéal pour discuter de ces défis et identifier les solutions potentielles.

Bien que la banane n'ait jamais été produite en Suisse, il a souligné la relation forte et spéciale que le pays entretient avec la banane, étant donné qu'il s'agit du premier fruit tropical consommé par les consommateurs suisses et que plus de la moitié des bananes vendues en Suisse sont produites de manière durable et portent le label Fairtrade. Il a ainsi déclaré que la Suisse présente l'un des taux les plus élevés de ventes de bananes durables dans le monde. Il a finalement conclu son discours en remerciant tous ceux ayant participé à l'organisation de la conférence et en souhaitant à tous les participants d'atteindre des résultats concrets, un consensus pour une amélioration continue ainsi que de meilleures pratiques dans l'industrie de la banane au cours des prochains jours.

Mme Deborah Greenfield, Directrice générale adjointe chargée des politiques à l'Organisation Internationale du Travail (OIT), a expliqué dans quelle mesure l'expertise approfondie de l'OIT dans le monde du travail, combinée à sa structure tripartite unique comprenant gouvernements, travailleurs et employeurs, a permis à l'organisation de contribuer de manière importante et de renforcer les efforts en faveur du développement durable, de la paix et de la justice sociale. Elle a également souligné le rôle crucial de l'OIT dans les discussions sur les problèmes rencontrés par le secteur de la banane dans le monde.

Dans ce contexte, Mme Greenfield a souligné les effets négatifs de la transformation structurelle de l'industrie de la banane sur l'emploi productif et le travail décent pour les ménages ruraux tributaires de la production de bananes pour leur subsistance. Elle a mentionné que l'Agenda de l'OIT pour le travail décent est un instrument efficace pour créer des emplois productifs, rémunérateurs, équitables et sûrs, garantir les droits au travail, étendre la protection sociale et promouvoir le dialogue social. Elle a exhorté les participants à mettre davantage l'accent sur les économies rurales afin de développer des solutions durables à long terme aux défis affectant les moyens de subsistance de centaines de millions de travailleurs dans le monde. Mme Greenfield a mis l'accent sur certains des principaux défis qui affectent le secteur de la banane en termes de prix bas, de bas salaires, de précarisation du travail, de faiblesse du dialogue social et de mécanismes de protection sociale, et a réaffirmé l'importance de l'autonomisation des femmes dans le secteur

de la banane par la promotion du principe de l'égalité des chances et de traitement entre les femmes et les hommes et l'égalité de rémunération entre femmes et hommes pour un travail de valeur égale.

Enfin, Mme Greenfield a encouragé le renouvellement et la poursuite des collaborations et des partenariats mondiaux entre toutes les parties prenantes pour aborder les questions de genre, d'emploi et de travail, d'affaires et autres problèmes techniques dans le secteur de la banane et traduire les discussions en actions et résultats sur le terrain.

Enfin, Mme Carolyn Rodrigues-Birkett, Directrice du Bureau de Liaison de la FAO avec les Nations-Unies (Genève) et souhaité la bienvenue aux participants à la Conférence. Elle a déclaré que la participation de plus de 300 personnes provenant de divers groupes d'acteurs et de parties prenantes était une démonstration de l'importance du secteur de la banane et de la nature unique du FMB de par le fait de les y réunir grâce à un modèle de collaboration novateur. Elle a également souligné l'importance du Forum en tant que plateforme, la banane étant une composante essentielle pour la sécurité alimentaire de millions de personnes dans les pays en développement. Elle a mentionné les principaux défis auxquels l'industrie est confrontée, notamment le changement climatique, la propagation des ravageurs et des maladies, l'utilisation inappropriée de produits agrochimiques, la violation des droits des travailleurs et le manque de traitement égalitaire des femmes. Elle a ajouté que le défi le plus dangereux était la bassesse des prix à tous les niveaux de la chaîne d'approvisionnement, résultant souvent de la guerre de prix entre les chaînes de supermarchés. Elle a souligné certains des outils pratiques qui ont été développés par le FMB pour répondre à ces préoccupations.

M. Liu a conclu la séance inaugurale en remerciant les premiers intervenants pour leurs présentations et a souhaité la bienvenue à un panel multipartite de trois femmes pour la présentation du bilan des conclusions de l'évènement parallèle sur l'égalité entre les sexes s'étant tenu le 7 novembre 2017.





“

L'Autonomisation des femmes est considérée
comme la base de la réalisation de l'égalité des
sexes.

”

2. | Présentation des principales conclusions de la réunion multipartite stratégique sur l'égalité des sexes dans l'industrie de la banane

La réunion multipartite stratégique sur l'égalité des sexes dans l'industrie de la banane a été animée par l'Equipe spéciale du FMB sur l'égalité entre les sexes le 7 novembre 2017. L'Equipe spéciale avait dans le passé coordonné deux réunions en 2012 et 2015 - une réunion multi-parties prenantes et une pour les organisations de la société civile des pays producteurs de bananes. La réunion du 7 novembre 2017 a été la première réunion à faire officiellement partie du programme de la conférence du FMB. Elle a pu compter avec la participation de 51 participants et 41 observateurs.

La réunion visait à discuter des cinq thèmes principaux affectant les travailleuses dans l'industrie de la banane : (1) les opportunités d'emploi pour les femmes, (2) l'autonomisation des femmes, (3) l'écart salarial entre les hommes et les femmes, (4) la santé et sécurité et (5) le harcèlement sexuel et la violence basée sur le genre. Les résultats, conclusions et propositions de la réunion ont été présentés respectivement par des représentantes d'une agence de ONU, du secteur privé et de la société civile : Mme Mariangels Fortuny de l'OIT, Mme Christelle Lasme de Compagnie Fruitière, et Mme Iris Munguía de COLSIBA (voir annexe 2 pour plus d'informations).

2.1 | Opportunités pour l'emploi des femmes

Les principales conclusions et propositions issues du groupe de travail sur l'emploi des femmes ont été élaborées sur la base des recommandations du rapport 2015 du FMB intitulé « Vue d'ensemble de la Condition des Femmes dans l'Industrie d'Exportation de la Banane ». L'une des propositions discutées était la nécessité d'améliorer le recrutement, le maintien et le développement de la carrière des femmes. Cela pourrait être réalisé en offrant de meilleures conditions de travail, au travers par exemple de structures d'accueil et de garderie adaptées, d'horaires flexibles et de l'élimination de toute forme de discrimination. Deuxièmement, il a été déclaré que l'éducation, la sensibilisation et la formation sont essentielles pour améliorer la confiance en soi et les compétences nécessaires pour soutenir l'avancement de carrière. La nécessité de promouvoir le rôle actif des femmes dans les postes de décision au sein des entreprises, des syndicats et du FMB à tous les niveaux a été soulignée. Enfin, il a également été suggéré d'identifier et de partager des exemples positifs d'entreprises ayant apporté des améliorations tangibles au niveau de l'emploi des femmes. Ces exemples positifs pourraient attirer par la même occasion de potentielles travailleuses venant de l'extérieur de l'entreprise.

2.2 | Autonomisation des femmes

L'Autonomisation des femmes est considérée comme la base de la réalisation de l'égalité des sexes. C'est un thème transversal qui ne peut être abordé qu'à travers une multiplicité d'interventions qui s'articulent autour de l'agenda du travail décent. Les discussions au sein du groupe de travail ont souligné l'importance de la formation et du renforcement des capacités des femmes, de la sensibilisation, de l'amélioration des conditions de travail, de l'existence de mécanismes novateurs de protection de la maternité ainsi que de l'amélioration des mesures de santé et de sécurité. Le Forum est riche de connaissances et d'expériences dans ces domaines qu'il serait important de partager entre les différents acteurs et pays. L'une des principales recommandations du groupe de travail est d'entreprendre une analyse comparative sur différentes interventions de ce type. L'objectif final de ce type d'activité serait de partager les leçons apprises et d'effectuer des exercices entre pairs pour analyser des expériences spécifiques de différents pays du monde. Il a également été suggéré de créer un fonds qui favoriserait l'échange entre femmes leaders, de bonnes pratiques et le travail des organisations de femmes, renforçant par la même occasion les capacités des femmes.

2.3 | Ecart de rémunération entre les femmes et les hommes

Il a été souligné que la Convention 111 de l'OIT sur l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes a été largement ratifiée mais que malgré cela, les femmes continuent de percevoir des salaires globalement plus bas sur le marché du travail. Cela est dû en grande partie au fait que la majorité des femmes employées dans le secteur agricole exercent des professions mal rémunérées à la base de la chaîne d'approvisionnement. Elles sont également souvent employées de manière informelle. Afin de prendre des décisions informées et de formuler des affirmations concrètes sur les raisons pour lesquelles les femmes sont moins bien payées que les hommes, il a été convenu que d'autres données ventilées par sexes sur les salaires étaient nécessaires. Le groupe de travail a également souligné la nécessité d'actions multiples s'attaquant aux causes sous-jacentes de l'écart de rémunération entre les sexes, telles que l'accès aux structures d'accueil des enfants et la ségrégation professionnelle. En outre, la nécessité d'effectuer un exercice d'analyse le long de la filière pour identifier les points clés pour lesquels une perspective de genre est nécessaire a été discutée. Enfin, des discussions sont restées en cours sur la manière de traiter les situations où les travailleurs ne sont pas organisés.

2.4. | Santé et sécurité

Le groupe de travail sur la santé et la sécurité a formulé trois propositions concrètes devant être traitées par le Forum Mondial de la Banane. Premièrement, les participants ont souligné la nécessité de mettre en œuvre les pratiques proposées dans le manuel BOHESI par des formations et des ateliers de renforcement des capacités au niveau des plantations, pour les hommes et les femmes. L'accent a été mis sur le fait de veiller à respecter les directives spécifiques pour l'emploi des travailleuses. Ils ont également mis en évidence la nécessité de ratifier et d'appliquer la Convention 184 sur la sécurité et la santé dans l'agriculture dans les pays exportateurs de bananes. Le groupe a également recommandé de préconiser la réduction de l'utilisation des produits agrochimiques ayant déjà été interdits dans les pays développés mais encore utilisés dans les pays en développement. Enfin, les participants ont souligné la nécessité d'adopter une optique de genre pour appréhender les activités liées à la santé et à la sécurité, certaines activités liées à la production de bananes pouvant avoir des effets considérables sur la santé des femmes, en particulier celles enceintes ou allaitantes.

2.5 | Harcèlement sexuel et violences basées sur le genre

L'une des principales recommandations du groupe de travail a été la nécessité de mener de nouvelles études sur le harcèlement sexuel et la violence basée sur le genre (VBG) au niveau national dans les pays producteurs. Cela est dû au fait que les hommes et les femmes sont quotidiennement confrontés à ces problématiques. Deuxièmement, une autre proposition d'action conjointe a été la nécessité d'identifier les points d'entrée dans le « rapport jaune » de l'OIT sur le harcèlement sexuel et la VBG, d'inclure les entreprises et les syndicats dans les discussions sur le rapport et d'engager les acteurs dans un travail de plaidoyer autour de la création d'une nouvelle convention de l'OIT sur la VBG qui sera discutée à la Conférence internationale du Travail en juin 2018. Troisièmement, il a été proposé que les entreprises mettent en œuvre des politiques spécifiques, ainsi que des programmes de sensibilisation et de formation, pour lutter contre le harcèlement sexuel en milieu de travail. À ces fins, les entreprises seraient tenues responsables de leurs actions en matière de lutte contre le harcèlement sexuel et la VBG. Les bonnes pratiques dans ce domaine, telles que l'adoption de la clause de tolérance zéro pour le harcèlement sexuel dans l'accord UITA / COLSIBA / Chiquita, pourraient être partagées entre les entreprises et utilisées dans les programmes de formation.

2.6 | Propositions finales de la réunion sur l'égalité entre les sexes

La présentation des conclusions de la réunion multipartite sur l'égalité entre les sexes a débouché sur des propositions plus générales qui devraient être traitées par le FMB à l'avenir. Il a par exemple été proposé que tous les groupes de travail du FMB soient inclusifs et fournissent des services d'interprétation et de traduction pour les anglophones, les hispanophones ainsi que les francophones, de nombreuses femmes africaines n'ayant pas pu participer par le passé par manque de moyens de ce côté. Cela permettra également de renforcer et de promouvoir l'autonomisation des femmes, ces dernières ne pouvant participer aux négociations et aux négociations collectives en cas d'impossibilité d'engager des discussions ou de partager des connaissances sur des questions importantes dans l'industrie de la banane

La dernière demande adressée au FMB a été de créer officiellement un quatrième groupe de travail dédié à l'égalité entre les sexes. Cette proposition sera débattue par le Comité de Pilotage du FMB.

Les cinq sections suivantes décriront les panélistes et les intervenants, ainsi que les principaux points de discussion abordés dans chaque table ronde de la conférence du FMB. Chaque section se terminera avec les principales propositions faites au Forum de la part des panélistes et des intervenants de la conférence.



“

Le secteur de la banane étant le secteur d'exportation le plus important du pays après le pétrole, générant des revenus et des emplois pour des centaines de milliers de ménages ruraux.

”

3. | Session 1 : Les personnes au travail

La table ronde sur les personnes au travail a examiné les défis sociaux dans l'industrie mondiale de la banane, y compris les droits du travail, les déficits d'emplois décent, l'égalité entre les sexes et les préoccupations en matière de santé et de sécurité.

3.1 | Panélistes et intervenants

Ouverture de la discussion :

Alette van Leur, Directrice du Département des politiques sectorielles, Organisation Internationale du Travail – OIT

Modératrice:

Sue Longley, Secrétaire Générale, Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac, du catering et des branches connexes - IUF (Suisse)

Panélistes:

- George Kporye, Gestionnaire des Affaires générales et administratives, Golden Exotics LTD (Ghana)
- Ministre Raúl Clemente Ledesma Huerta, Ministre du Travail, Gouvernement de l'Équateur
- Alette van Leur, Directrice du Département des politiques sectorielles, Organisation Internationale du Travail - OIT
- Magne Svartbekk, Directeur de la RSE, Bama Gruppen AS (Norvège)
- Adela Torres, Secrétaire Général, Syndicat national de l'industrie agricole - SINTRAINAGRO (Colombie)
- Tossa F. Guillaume, Coordonnateur du Réseau Africain de l'UITA des Travailleurs et Travailleuses de la Banane (Bénin)

3.2 | Résumé des discussions de la table ronde

La première intervenante a posé les bases de la discussion en mettant l'accent sur les problèmes de main-d'œuvre et les déficits de travail décent prévalant dans le secteur, ainsi que sur le rôle du dialogue social pour résoudre ces problèmes dans une configuration multipartite. Elle s'est concentrée sur trois aspects clés ayant un impact sérieux sur les « personnes au travail » dans le secteur de la banane: 1) la santé et la sécurité au travail (SST); 2) l'accès aux droits du travail, en particulier les principes et droits fondamentaux au travail; et 3) l'autonomisation des femmes, l'égalité des sexes et la non-discrimination dans le monde du travail.

Elle a souligné que le fait d'assurer la SST sur le lieu de travail inclut la promotion d'une culture de prévention et de sécurité dans les plantations, tout en assurant l'accès des travailleurs des plantations à des services médicaux adéquats. Les approches innovantes, les pratiques écologiques et les avancées technologiques s'avèrent de plus en plus bénéfiques à ces efforts et ces résultats devraient donc être maximisés. Ensuite, elle a mentionné le devoir des États d'adopter, de mettre en œuvre et d'appliquer les lois et règlements nationaux. Elle a souligné leur rôle dans le fait de veiller à ce que les principes et droits fondamentaux au travail et les normes internationales du travail pertinentes s'appliquent à tous les travailleurs du secteur de la banane. Cela inclut la promotion de la liberté d'association et de la négociation collective en tant que droits fondamentaux du travail pour les travailleurs du secteur. Enfin, elle a réitéré l'importance de l'intégration du genre dans les cadres juridiques et institutionnels à tous les niveaux de gouvernance, en parallèle d'actions positives et concrètes. Des politiques visant à améliorer les soins de santé, les systèmes financiers, les services de garde d'enfants et de soins infirmiers, enjeux essentiels pour garantir l'égalité des chances sur le lieu de travail, devraient également être encouragées.

Les discussions qui ont suivi, menées par les panélistes, ont abordé tous ces problèmes sociaux fondamentaux dans le secteur de la banane.

3.2.1 | Santé et sécurité

L'Initiative sur la sécurité et la santé au travail dans le secteur de la banane (BOHESI) du FMB a été un sujet de discussion majeur. BOHESI est un projet en cours en Équateur et au Cameroun depuis 2014, visant à améliorer le niveau de vie des travailleurs et travailleuses de la banane et de leurs communautés avoisinantes, en particulier en matière de

santé au travail et d'environnement naturel sain et non contaminé. Le ministre équatorien du Travail, Mr. Raúl Clemente Ledesma Huerta, a présenté et inauguré officiellement le manuel de formation sur la santé et la sécurité au travail (SST) élaboré par le projet BOHESI en tant que manuel national sur la santé et la sécurité au travail pour le secteur de la banane en Équateur. Il a souligné l'importance d'une telle initiative en Équateur, le secteur de la banane étant le secteur d'exportation le plus important du pays après le pétrole, générant des revenus et des emplois pour des centaines de milliers de ménages ruraux. Il a souligné sa volonté de faire passer le statut du Manuel à un niveau normatif par un accord ministériel, l'objectif final étant de l'incorporer dans le Code du travail organique révisé qui sera bientôt présenté au Président de l'Équateur pour approbation législative. Cela rendrait obligatoire pour tous les producteurs du secteur de la banane le fait de respecter les règles du Manuel et de fournir la formation nécessaire aux travailleurs. Toutefois, il a souligné que pour que le Manuel ait un impact positif sur la majorité des travailleurs équatoriens de la banane, il est nécessaire de s'attaquer au défi des niveaux élevés d'emploi informel dans le secteur. Cela est dû au fait que l'institutionnalisation du Manuel ne bénéficierait pas aux travailleurs employés de manière informelle.

D'autres panélistes ont souligné le besoin de programmes de formation adéquats, d'accès à l'information et au savoir relatifs à tous les aspects de la santé et de la sécurité au travail, ainsi que des politiques de sécurité et de santé à mettre en œuvre au niveau national. Plus précisément, la nécessité de ratifier la Convention 184 de l'OIT sur la sécurité et la santé dans l'agriculture dans les pays producteurs de bananes a été soulignée. La nécessité d'avoir des comités de SST fonctionnels aux niveaux local et national dans un cadre de bonnes relations de travail et de dialogue social a également été mis en avant comme une mesure et une condition importante afin d'assurer le progrès sur la sécurité et la santé au travail des travailleurs dans l'industrie de la banane.

3.2.2 | Liberté d'association, négociation collective et dialogue social

Les panélistes ont ensuite discuté des défis importants, mais aussi les bonnes pratiques, dans la réalisation des droits au travail et du travail décent pour les travailleurs de l'industrie de la banane. Il a été fait mention par le coordonnateur du Réseau Africain de l'UITA des travailleurs et travailleuses de la banane que de nombreux travailleurs du secteur de la banane, en particulier les femmes, ne sont souvent pas syndiqués. Cela est largement dû au fait que certaines sociétés de l'Industrie de la banane en Afrique ne soutiennent pas les syndicats indépendants. Il a également affirmé que la plupart des syndicats existants sont très émiettés et par conséquent très faibles lorsqu'il s'agit de négocier des conventions collectives au niveau de l'entreprise. La nécessité de former les travailleurs afin de renforcer les techniques de négociations collectives et de dialogue dans les relations avec les employeurs a été soulignée. La nécessité pour les employeurs d'être ouverts, de bonne foi et de comprendre les besoins des travailleurs dans le but d'arriver à atteindre des solutions bénéfiques a également été souligné.

Le représentant de la filiale de la Compagnie Fruitière, Golden Exotics Limited (GEL), une société productrice de banane au Ghana, a mis en évidence un bon exemple de syndicalisation, de liberté d'association et de négociation collective dans les plantations de l'entreprise. Néanmoins, il a mis l'accent sur les difficultés rencontrées en ce qui concerne la perception de la répartition conséquente des rôles et des opportunités entre les travailleurs et les employeurs. En 2012, la décision de GEL d'introduire la certification Fairtrade dans l'entreprise a donné aux travailleurs la possibilité de partager davantage les bénéfices de la production et de ressentir un plus grand sentiment d'appartenance à l'entreprise.

Le représentant de Bama Gruppen, un distributeur norvégien de fruits et légumes, a souligné l'exemple réussi d'un dialogue et d'une coopération efficaces entre leurs fournisseurs de bananes et les syndicats d'Amérique latine. Les efforts déployés pour mettre en œuvre une politique de responsabilité sociale de l'entreprise au sein de Bama s'inspirent du concept de travail décent de l'OIT, qui est mis en pratique au travers du dialogue social et la coopération. Le but de la politique était d'établir une plate-forme commune qui permettrait la confiance et la transparence entre les acteurs de la chaîne d'approvisionnement, y compris leurs principaux fournisseurs et syndicats. En définitive, cela a conduit à une nouvelle convention collective en Équateur et à l'établissement du premier accord-cadre sur les droits des travailleurs dans l'entreprise du fournisseur au Costa Rica.

Enfin, l'intervenante de l'OIT a souligné le rôle que les gouvernements doivent jouer dans la promotion et la protection des droits fondamentaux des travailleurs. Cela inclut la ratification des conventions pertinentes de l'OIT. Elle a souligné le rôle des gouvernements dans la promulgation et l'application de la législation et de la réglementation nécessaires pour renforcer les mécanismes et les systèmes d'inspection du travail. Les initiatives privées et les systèmes de certification devant servir à soutenir ces systèmes d'inspection du travail.

3.2.3 | Égalité entre les sexes et non-discrimination

Les préoccupations concernant l'égalité entre les sexes et la non-discrimination ont été discutées plus largement, bien que ce sujet ait été largement couvert lors de la réunion multipartite sur l'égalité entre les sexes. Les représentants

d'Afrique et d'Amérique latine ont souligné la nécessité de renforcer l'implication et la participation des femmes dans les syndicats. Ils ont également mis l'accent sur la nécessité d'accroître l'emploi des femmes dans les plantations, étant donné les très bas niveaux actuels dans certains pays. D'autres intervenants ont également discuté de la nécessité d'assurer les dispositions nécessaires en matière de soins de santé pour les femmes, ainsi que de la nécessité d'intégrer les questions de genre dans les politiques institutionnelles à tous les niveaux.

3.3 | Propositions et recommandations de la table ronde

À la suite de discussions engageantes et stimulantes sur les préoccupations relatives aux droits au travail dans l'industrie mondiale de la banane, le modérateur a fourni un résumé des propositions et des recommandations faites par tous les membres de la table ronde devant être examinées par le Comité de Pilotage du FMB. Les propositions présentées lors de la table ronde « Les personnes au travail » sont :

- Le Forum doit non seulement maintenir, mais également renforcer le travail sur les droits au travail, la négociation et les libertés fondamentales notamment la liberté syndicale et d'association.
- Les questions et les sujets abordés dans les groupes de travail doivent intégrer une perspective de genre - il est nécessaire d'évaluer l'impact sur les travailleuses et d'encourager et de soutenir une politique de promotion de l'emploi féminin.
- Le Forum devrait continuer à aborder et de permettre la collaboration entre les parties prenantes, en particulier en ce qui concerne la santé et la sécurité au travail (SST). La SST peut être utilisée pour promouvoir un meilleur dialogue dans les entreprises, entre les différentes parties de l'industrie et les gouvernements (voir le manuel BOHESI).
- Des comités de SST devraient être créés pour rédiger des lignes directrices aux niveaux national et local.
- Le Forum devrait reconnaître l'importance de la réglementation et de la législation, ainsi que le rôle des gouvernements dans la jouissance des droits, étant donné que tout ne doit pas être laissé au marché.
- Il doit y avoir un rôle clair pour l'inspection du travail émanant du gouvernement (conseil et application des droits au travail par exemple). Les mesures concernant le travail décent et les droits au travail ne peuvent pas être laissées aux seuls systèmes de certification volontaire. Ceux-ci devraient soutenir les systèmes d'inspection publique.
- Le Forum devrait apporter son soutien aux pays dans la ratification de la Convention 184 de l'OIT. Cela nécessite bien entendu des actions gouvernementales, à travers la législation et la mise en application.



“

Les ressources en eau diminuent, les régimes des pluies sont devenus irréguliers et les terres arables sont touchées par la montée des nappes phréatiques, parmi un large éventail d'autres changements.

”

4. | Session 2: Durabilité: perspectives et défis globaux dans un climat qui se réchauffe

La table ronde s'est principalement concentrée sur les principaux problèmes environnementaux rencontrés dans l'industrie mondiale de la banane avec en particulier la gestion des sols et des terres, la gestion et l'utilisation des pesticides et la conservation de la biodiversité.

4.1 | Panélistes et intervenants

Ouverture de la discussion:

Inge van den Bergh, Scientifique et Coordinatrice de ProMusa, Bioversity International

Modérateur:

Jeroen Kroezen, Responsable du Département Thé, Café, Cacao & Fruits durables, Solidaridad (Pays-Bas)

Panélistes:

- Inge van den Bergh, Scientifique et Coordinatrice de ProMusa, Bioversity International
- Gustavo Gandini, Directeur Agriculture Biologique, Biodiversité et Environnement, Association des producteurs de bananes biologiques de la ligne nord-ouest - BANELINO (République dominicaine)
- Jan 't Lam, Leader de la Transformation des Marchés et Plan mondial pour les fruits, Rainforest Alliance (Etats-Unis)
- Jan 't Lam, Markets Transformation Global Fruit lead, The Rainforest Alliance (United States of America);
- Thierry Lescot, Ingénieur Agronome et Chercheur, Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement - CIRAD (France)
- Alain Normand, Directeur du département agronomique, R&D, Compagnie Fruitière (France)
- Luis Pocasangre, Directeur de la Recherche, Professeur de cultures tropicales, Université Earth (Costa Rica)
- Manfred Pülm, Responsable Qualité, Greenyard (Germany)

4.2 | Résumé des discussions de la table ronde

Les remarques d'ouverture ont porté sur les principaux défis de la durabilité environnementale du secteur mondial de la banane. L'un des plus grands défis auxquels l'industrie est confrontée est la faible diversité génétique des cultivars de bananiers destinés à l'exportation mondiale, et leur vulnérabilité consécutive aux ravageurs et aux maladies. Il a été souligné que les bananes produites pour l'exportation sont presque exclusivement issues de cultivars Cavendish alors que 75% de la production mondiale (y compris la production non destinée à l'exportation) repose sur trois sous-groupes qui comportent peu de variation génétique : les cultivars Cavendish (46%), plantains (15%) et les bananes des hautes terres de l'Afrique de l'Est (12%). Cela constitue une menace majeure pour les économies internationales et nationales de la banane, ces sous-groupes étant généralement sensibles à des ravageurs et des maladies similaires. En conséquence, la production de bananes est de plus en plus classée comme une industrie à forte utilisation de pesticides.

La baisse de la fertilité des sols est devenue, en outre, l'une des principales causes de l'utilisation élevée d'engrais dans l'industrie. Toutefois, plus de 50% des engrais utilisés ne se retrouvent pas sur les cultures et polluent à leur tour le milieu environnant, cela ayant de répercussions négatives sur les écosystèmes du sol et la vie aquatique. De plus, le déplacement continu des plantations de bananes entraîne déforestation et destruction de la faune. Enfin, la première intervenante a souligné l'importance des émissions de gaz à effet de serre (GES) se produisant aux différents stades de la production bananière, directement et indirectement, du fait des pratiques agricoles, de l'emballage, de la maturation, du transport et de la consommation.

Enfin, il a été mentionné que des alternatives en terme de production durables existent, mais qu'elles ne sont pas largement utilisées en raison de coûts de production élevés par rapport aux bas prix payés par les consommateurs.

Le rôle que les normes et les systèmes de certification pourraient jouer pour connecter les consommateurs avec les producteurs et les travailleurs de la banane a également été mentionné. La conclusion a souligné la nécessité d'améliorer la durabilité environnementale de l'industrie. Cela pourrait être fait au travers de mesures telles que la lutte contre les ravageurs et les maladies, le développement d'outils de diagnostic, de systèmes de signalements et de suivi, d'activités de formation et de renforcement des capacités, ainsi que le partage des connaissances et des pratiques vertueuses. Des mesures essentielles et des alternatives, y compris la gestion de l'eau et des sols, la production biologique, la formation et le renforcement des capacités, ont été examinées plus en détail par les participants au cours de la table ronde.

4.2.1 | Systèmes de production innovants et pratiques agroécologiques

Plusieurs intervenants ont souligné l'importance des pratiques agroécologiques (l'agriculture biologique étant l'exemple le plus souvent cité) et des systèmes de production alternatifs pour la production de bananes. Ils ont fourni des exemples de bonnes pratiques allant du suivi et de la gestion de l'empreinte carbone, de la priorisation du travail avec les petits agriculteurs, de l'utilisation des jachères dans les rotations et de l'utilisation de la couverture des sols et des cultures intercalaires jusqu'à l'apiculture, entre bien d'autres.

Il a été souligné que bien que certaines informations manquent encore, il existe des solutions viables s'avérant rentables pour remplacer des produits chimiques déjà utilisés dans la production commerciale de bananes. Cependant, d'autres recherches ont été suggérées afin de trouver des alternatives pour certains autres intrants, tels que les herbicides. Le cas de maladies telles que la cercosporiose (Sigatoka - noire et jaune) a été particulièrement mentionné comme une contrainte réelle, dans de nombreux cas, à l'adoption de pratiques relevant de l'agriculture biologique.

Le manque de diversité dans l'industrie s'est révélé être un problème à divers niveaux: génétique, cultivar, champ, paysage et écosystème. La nécessité d'étudier toutes ces questions comme un ensemble unique afin d'améliorer la recherche et la diversité biologique dans le système a également été soulignée. Des systèmes de production durables ont été préconisés, notant clairement que de tels systèmes sont impossibles à concevoir s'ils ne sont pas construits sur les principes et les pratiques liées à l'amélioration de la biodiversité et à l'agroécologie. Le défi consiste à concevoir des systèmes de production intensifs réduisant les impacts négatifs et les pressions sur l'environnement naturel.

La nécessité d'une approche de la durabilité basée sur le paysage (voir « landscape approach ») a été soulevée comme un aspect auquel tous les acteurs engagés le long de la filière devraient participer. Les intervenants ont appelé à davantage de collaboration, en se concentrant particulièrement sur l'aspect du paysage. Toutes les parties devraient investir pour assurer et permettre une adaptation adéquate et une résilience accrue au changement climatique dans le secteur de la banane.

Les participants au sein du public ont également souligné que les personnes étudiant et mettant en œuvre les techniques agroécologiques présentées au cours de la discussion le font en investissant de vastes ressources en temps, la plupart du temps sans soutien financier. Tous les panélistes se sont accordés sur la nécessité de trouver des moyens de financer de tels types d'innovations.

D'autres interventions du public ont souligné la nécessité de veiller à ce que de l'équipement de protection soit fourni et utilisé par les travailleurs au cours de la réalisation de tâches liées à l'utilisation de produits chimiques. En outre, il a été suggéré depuis le public que les gouvernements et les entreprises interdisent et évitent d'utiliser des produits chimiques hautement toxiques, en particulier ceux ayant déjà interdits aux États-Unis et/ou dans l'Union Européenne.

4.2.2 | Gestion de l'eau

Les discussions de la table ronde ont mis en évidence les préoccupations importantes concernant l'utilisation de l'eau dans la production de bananes et la confrontation aux changements climatiques. Les ressources en eau diminuent, les régimes des pluies sont devenus irréguliers et les terres arables sont touchées par la montée des nappes phréatiques, parmi un large éventail d'autres changements. En conséquence, la nécessité de promouvoir une utilisation efficace de l'eau dans les processus de production a été soulignée. Cela est essentiel pour assurer une production durable dans les systèmes agricoles et la sécurité alimentaire d'une population croissante. L'importance vitale de l'approvisionnement en eau potable de bonne qualité a également été soulignée, dans l'intérêt de l'environnement et des personnes vivant autour des fermes et dépendant de cette ressource.

Afin de mettre en œuvre des techniques efficaces de gestion de l'eau dans les processus de production, le besoin de formation et de transfert de connaissances pour les travailleurs et les agriculteurs a été souligné. Les conditions pédologiques, la circulation de l'eau, les systèmes d'irrigation efficaces, les conséquences d'un excès d'irrigation ainsi que les impacts dus à l'écoulement des engrais et des pesticides ont été tout particulièrement mentionnés. De telles

formations concernant la gestion de l'eau pourraient non seulement conduire à une utilisation efficace de l'eau et de l'énergie, mais pourraient également améliorer les rendements. Cependant, il a été mentionné que bien qu'il existe diverses techniques pour des systèmes efficaces de gestion de l'eau, beaucoup d'entre elles pourraient être trop sophistiquées et coûteuses pour les petits agriculteurs. En tant que tel, il est nécessaire de réfléchir à l'appui financier et aux transferts de technologie nécessaires qui seraient utiles et pertinents pour cette catégorie d'agriculteurs.

Certains participants ont également souligné que plus que les questions liées à la formation ou à l'absence de formation, le manque d'eau était souvent la base du problème dans certains cas. Une solution pourrait être de créer des banques d'eau qui collecteraient l'eau de toutes les sources possibles afin d'éviter son gaspillage. Une autre solution proposée consisterait à fixer un prix pour l'eau, très élevé dans certains cas, afin de souligner

4.2.3 | Recherche, formation et facteur humain

Afin de permettre la mise en œuvre de systèmes de production innovants et d'agriculture biologique, ainsi que l'amélioration de la gestion de l'eau et des sols, les besoins de formation des techniciens et des producteurs ont été largement exprimés par de multiples panélistes.

Selon ces derniers, s'il est convenu qu'un soutien financier est nécessaire pour mener des recherches supplémentaires, l'une des principales prérequis serait le paiement d'un prix équitable pour les bananes. À ce sujet, les panélistes ont regretté la chute spectaculaire des prix payés pour les bananes au cours des dernières années.

Le fait de concevoir les êtres humains comme des co-composants de la durabilité environnementale a également permis de souligner la nécessité d'améliorer les aspects socio-économiques pour permettre l'investissement personnel des individus dans le processus de réalisation de cette dernière. L'impératif de placer le facteur humain au cœur du processus a été illustrée en démontrant la nécessité de permettre aux jeunes générations et aux générations futures de rester à la campagne en leur offrant un environnement de travail sûr.

La recherche de la durabilité environnementale de la production et du commerce de la banane a été jugée directement liée aux pratiques sociales et économiques durables dans l'industrie.

4.2.4 | Guide du GT01 pour la réduction de l'empreinte carbone et eau

La table ronde a été accompagnée d'une présentation de l'un des principaux projets du Groupe de Travail sur la production durable et les impacts environnementaux (GT01) du FMB: le guide pratique pour la réduction des empreintes de carbone et d'eau dans les plantations de bananes. Ce projet vise à développer des instruments spécifiques pour mesurer l'empreinte carbone dans les plantations de bananes et réduire la consommation d'eau. Un membre du GT01 a signalé que les outils ont été développés et que le guide est presque prêt à être publié. Ce projet a été préparé avec le soutien du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MAG) et du ministère de l'Environnement et de l'Énergie (MINAE) du Costa Rica. Il vise à jeter les bases des prochaines mesures d'atténuation appropriées au niveau national (MAAN) pour les bananes, permettant aux pays producteurs de bananes de l'utiliser pour réduire leur bilan carbone.

En conclusion, les prochaines étapes du projet ont été présentées: le renforcement des capacités et la validation impliquant les différents partenaires du projet et les membres FMB participant au projet ainsi que les efforts de collecte de fonds nécessaires pour finaliser le cycle du projet.

4.3 | Panel Proposals and Recommendations

En conclusion, le modérateur a résumé les principaux points de la discussion: savoir comment travailler face au contexte du changement climatique, le besoin de renforcement des capacités et de programmes de formation ainsi que la nécessité d'améliorer la transparence par le partage des bonnes pratiques. Une conceptualisation potentielle d'une « ferme du futur » a également été suggérée, cette dernière intégrant les différentes dimensions de l'agriculture durable mentionnées. Le modérateur a ensuite fourni un résumé des principales propositions et recommandations faites par les panélistes et devant être examinés par le Comité de Pilotage du FMB:

- Il faut mettre l'accent sur l'amélioration de la gestion de l'eau ainsi que des formations sur le sujet.
- Il faut mettre fortement l'accent sur le soutien aux efforts visant à arrêter la propagation des maladies (par l'usage notamment des cultures de couverture, variétés améliorées). Cela implique également d'explorer l'importance de la biodiversité dans le système, et ce à différents niveaux: les cultures, l'écosystème et le paysage (i.e. landscape

level/ voir landscape approach).

- Il a été proposé de travailler sur l'interdiction, dès que possible, des nématicides et insecticides de synthèse dans la production de bananes (et bananes plantains) destinées à l'exportation, étant donné que des alternatives viables existent. ➤ A landscape approach should be adopted to support more and closer collaboration amongst the supply chain, so that all parties invest and ensure resilience within the banana sector. Furthermore, stronger emphasis should be placed on “climate-smart” agriculture.
- Une approche au niveau du paysage (landscape approach) devrait être adoptée pour soutenir une collaboration plus étroite au sein de la chaîne d'approvisionnement, afin que toutes les parties prenantes investissent dans et assurent la résilience du secteur de la banane. En outre, il faudrait davantage mettre l'accent sur une agriculture intelligente face au climat (« *climate-smart* » agriculture).
- Il existe un besoin de systèmes agroécologiques innovants, qui pourraient s'inspirer des techniques issues de l'agriculture biologique. Il a été proposé d'explorer les nouvelles techniques de lutte biologique contre la cercosporiose (Sigatoka – Jaune et noire), l'un des principaux problèmes rencontrés par les bananeraies en termes de ravageurs et de maladies.
- Il est nécessaire de comprendre et de reconnaître l'importance de la production biologique et du commerce équitable.
- Il y a un besoin d'échange et de collaboration à travers la chaîne d'approvisionnement – cela est essentiel pour des systèmes de production efficaces et pour la durabilité sociale et économique de ces derniers.
- Le FMB devrait se concentrer sur l'éducation, le financement de la recherche, la technologie ainsi que la formation, en particulier des jeunes (formation et renforcement des capacités et développement des compétences).
- Il est nécessaire d'explorer et de comprendre l'importance des agences de certification et le rôle du FMB dans l'harmonisation de ces certifications et normes, ainsi que de la sensibilisation vis-à-vis de ces dernières.
- Il est nécessaire d'explorer le rôle que le FMB peut jouer en soutenant la formation, le renforcement des capacités et l'échange de connaissances entre les chercheurs, les producteurs, les travailleurs et le grand public. Il est particulièrement nécessaire de former le personnel technique et les travailleurs aux technologies existantes et connues comme étant fonctionnelles.
- Le Forum devrait travailler à établir un portail pour rassembler toutes les bonnes pratiques dans le domaine (dans le monde entier), et les rendre accessibles au public.

Propositions faites par le public:

- Il a été demandé d'interdire l'utilisation de produits chimiques dans la production de bananes (dans les pays en développement), qui ont déjà été interdits dans d'autres pays (Union Européenne et/ou Etats-Unis).
- Il est proposé au FMB de trouver le financement nécessaire à la recherche et à la mise en œuvre d'initiatives, tant publiques que privées.





“

De haut niveaux d'expertise et de connaissances ont été développés au sein du Forum Mondial de la Banane et des initiatives nationales pourraient aider à mettre en œuvre et à diffuser de telles savoirs et expériences.

”

5. | Compétition et collaboration : la collaboration mondiale au sein du FMB

Le panel sur la compétition et la collaboration s'est concentré sur le rôle de la collaboration au sein du Forum, et plus particulièrement sur la recherche collaborative, la collaboration avec les plates-formes nationales et la collaboration public-privé.

5.1 | Panélistes et intervenants

Ouverture de la discussion:

George Jaksch, Président du Conseil d'Administration, Partenariat pour la Biodiversité en Méso-Amérique - BMP (Costa Rica)

Modératrice:

Katie Knaggs, Directrice du département Durabilité, Groupe International Procurement and Logistics – IPL (Royaume-Uni)

Panélistes:

- Michelle Bhattacharyya, Coordinatrice, Coalition pour un salaire minimum vital (Global Living Wage Coalition) - GLWC (Etats-Unis)
- Andrew Biles, PDG, Chiquita Brands International (Suisse)
- George Jaksch, Président du Conseil d'Administration, Partenariat pour la Biodiversité en Méso-Amérique - BMP (Costa Rica)
- Alexandra Kessler, Coordinatrice de Projet, Alliance d'action pour des bananes durables - ABNB/CSCP (Allemagne)
- Xavier Roussel, Vice-président marketing et durabilité, Dole Food Company (United States)
- Adwoa Sakyi, Coordinatrice Régionale pour l'Afrique de l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes - IUF (Ghana)
- Luis Suarez, Secrétaire Exécutif, Coordination Nationale de Commerce Equitable Pérou - CNCJ (Pérou)

5.2 | Résumé des discussions de la table ronde

La table ronde a été introduite en soulignant le rôle et l'avenir du Forum Mondial de la Banane lui-même. Depuis la fondation du FMB, le secteur de la banane a connu une transition de la confrontation à la collaboration. Il y a eu une réelle amélioration de la confiance ainsi qu'une volonté de collaborer de la part de tout type de parties prenantes, au sein et en dehors de la structure du Forum. Certains des résultats les plus significatifs sont les différents projets qui sont menés au sein des trois groupes de travail permanents.

Cette table ronde avait pour objectif d'examiner la question de la place du FMB dans un monde changeant, afin d'évaluer comment ce dernier pourrait avoir plus d'impact et traiter des problèmes majeurs. Une partie de la question est « Comment et Qui. Pouvons-nous mobiliser plus d'énergie, plus de participation et plus de collaboration ? »

Une autre partie de la question est « Quoi. Quels défis et quelles opportunités ? Y a-t-il de nouveaux modèles ? Ou de nouvelles priorités ? Y a-t-il de nouvelles propositions sur lesquelles le FMB devrait travailler ? De manière plus soutenue ? Ou différemment ? »

Au sujet de telles propositions, plusieurs réflexions ont été lancées, engageant une réflexion sur le fait de savoir si les membres du Forum sont capables de s'engager dans une collaboration préconcurrentielle et prêts à unir leurs efforts pour améliorer leurs performances sociales, économiques et environnementales. Il a également été souligné que la collaboration préconcurrentielle fournit des solutions sur de nombreux fronts, d'autres industries l'ayant déjà fait en appelant les participants à agir. C'est maintenant au tour de l'industrie de la banane.

5.2.1 | Salaires minimum vitaux

Au sujet du salaire minimum vital, il a été mentionné que toutes les parties prenantes au sein du Forum doivent s'engager à évoluer vers le paiement de salaires minimum vitaux au cours de leurs opérations et/ou celles de leurs fournisseurs. Le but étant de souligner la nécessité d'aborder cette question pour les entreprises, les distributeurs et les organisations à but non lucratif. Les points suivants ont été soulignés: mener une collaboration qui soit publiquement observable sur une définition et une méthodologie claires de calcul du salaire minimum vital, travailler ensemble en impliquant les membres du FMB dans le processus et partager les données et informations sur les efforts de mise en œuvre (par ex. les stratégies fructueuses ou défaillantes sur l'augmentation des salaires, l'agrégation de données sur les salaires afin d'observer l'écart réel avec le salaire minimum vital, etc.) entre les principaux acteurs. La Coalition pour un salaire minimum vital (Global Living Wage Coalition) (GLWC) a tout particulièrement mentionné le développement en cours d'un portail dédié à la diffusion d'information sur le sujet au sein duquel ils seraient ravis de dédier un espace pour le FMB.

La nécessité de discuter en profondeur de tels sujets, et en particulier des salaires minimums vitaux, au sein du Forum a ensuite été soulignée depuis le public. L'aspiration à la participation de toutes les parties prenantes au long de la filière (négociants, importateurs et autres intermédiaires) a été renforcée. Une mise en garde émise contre le risque et la non soutenabilité de faire reposer la totalité des efforts uniquement sur les producteurs et leurs organisations. Les panélistes ont partagé ces préoccupations et ont réaffirmé la nécessité d'un consensus entre tous les acteurs impliqués dans de tels processus. Les mêmes intervenants ont appelé à la création et à l'utilisation d'outils visant à susciter des actions ayant pour but la mise œuvre de salaires minimum vitaux plutôt que de les établir directement, un aspect qui se révélerait difficile sans la participation de toutes les parties prenantes. De plus, la nécessité d'assurer la participation et l'implication des gouvernements et de leurs organes nationaux de fixation du salaire minimum a été soulignée, en particulier lorsqu'il s'agit de légiférer en faveur du paiement des salaires minimums vitaux.

5.2.2 | Changement de rythme et collaboration avec certaines catégories spécifiques de parties prenantes

Tous les participants ont reconnu la pertinence de la structure du Forum, la nécessité de continuer avec le format des différents groupes de travail et la nécessité de poursuivre les discussions en cours. Cependant, certains d'entre eux ont souligné la nécessité d'augmenter le rythme et l'efficacité de l'organisation. Une possibilité consisterait à concentrer les efforts et la représentation de certaines parties prenantes dans des groupes spécialisés - les plus grandes entreprises productrices par exemple. Ce type de collaboration menée par les principales parties prenantes pourrait aider à encourager une recherche intensifiée et à obtenir de nouvelles sources de financement telles que des collaborations avec la Banque mondiale, par exemple, et la mise en œuvre de partenariats public-privé.

Il a également été souligné qu'il n'existe pas d'agenda de la durabilité par excellence, mais plutôt des problèmes qui se doivent d'être traités localement. Il est donc nécessaire que le Forum accepte l'importance des tables rondes nationales ou des comités travaillant sur les questions locales/nationales et mondiales. De telles initiatives devraient être prises en compte le plus tôt possible en commençant par celles qui existent déjà. Il y aurait également un besoin de relier leurs réussites au Forum tout en soutenant les nouvelles initiatives là où elles apparaissent. Comme l'a souligné un représentant de la plate-forme allemande des parties prenantes du secteur de la banane (ABNB), le lien avec le FMB est pour eux de la plus importance. De hauts niveaux d'expertise et de connaissances ont été développés au sein du Forum Mondial de la Banane et des initiatives nationales pourraient aider à mettre en œuvre et à diffuser de telles savoirs et expériences. Le Forum a été considéré comme un point de départ, compte tenu des ressources considérables dont il dispose. Les informations collectées aux niveaux local et national peuvent être partagées aux niveaux régional et international avec la transparence pour principe directeur.

De plus, les panélistes ont également suggéré d'accroître la participation des distributeurs au sein du FMB. Leur adhésion a été reconnue comme un atout essentiel pour le Forum en permettant notamment une accélération des processus et une multiplication des réalisations. Il a été une fois de plus souligné à quel point il est important d'avoir une bonne représentation de toutes les parties prenantes tout au long de la filière. Dans le même ordre d'idées, la participation des principaux organismes certificateurs privés a également été célébrée. Toutefois, il a été noté que, bien que le rôle des certificateurs soit reconnu comme étant très pertinent pour les filières relatives à la banane, il est nécessaire qu'ils soient d'avantage impliqués dans les discussions pratiques avec le reste des membres. La nécessité pour ces organismes de travailler sur les écarts parfois complexes entre la conception des normes et leur mise en œuvre sur le terrain a été particulièrement soulignée.

Enfin, lorsqu'interrogé par l'auditoire sur la possibilité d'intégrer davantage d'organisations de la communauté académique au sein du Forum, ainsi que sur le renforcement du rôle de la recherche fondamentale sur la production et le commerce de la banane, les participants de la table ronde ont souligné les opportunités et les

défis de ce type de collaboration. Le public a également pointé le rôle du FMB dans la facilitation de réunions et rassemblements avec le secteur académique.

5.2.3 | Le dialogue social

Le rôle du Forum dans la promotion du dialogue social a également été souligné, indiquant la solidité de la structure du FMB. La nécessité de poursuivre la diffusion de bons exemples provenant de différents pays et régions fut également mentionnée. Les panélistes ont ensuite présenté des exemples de réussites en Afrique centrale et au Pérou, où le dialogue social et de meilleures relations entre les syndicats et les organisations de producteurs ont été bâties, notamment via une facilitation menée par des organisations de Fairtrade dans les deux cas. L'accord, dit « macro » (cadre), sur les droits des travailleurs et les droits syndicaux dans la nouvelle industrie du nord du Pérou a particulièrement été cité. Ce dernier a été qualifié d'exemple sur la manière de transformer des conflits en relations industrielles constructives et de renforcer les capacités des organisations de petits producteurs dans le même temps.

Enfin, il a été jugé essentiel d'informer et de prendre en compte les populations au niveau de la ferme et des plantations, tout particulièrement dans la construction de nouvelles formes de collaboration impliquant les producteurs et les travailleurs. Les connaissances spécifiques de ces catégories d'acteurs ont également été soulignées.

Les participants dans le public ont par ailleurs rappelé que, dans certains pays, le fait d'être impliqué dans un syndicat continue d'être une menace pour la sécurité et la vie des personnes engagées. Néanmoins, les syndicats continueront d'organiser les travailleurs et de jouer un rôle de premier plan dans les négociations, notamment des salaires minimums vitaux, pour les syndiqués et leurs familles.

5.3 | Propositions et recommandations de la table ronde

Le modérateur a résumé la discussion ayant eu lieu entre les intervenants ainsi que les principales propositions et fait mention du fait que ces dernières seraient prises en compte et évaluées par le Comité de Pilotage du FMB. Les principales propositions présentées par les participants au panel sur la « Compétition et la Collaboration » furent :

- En tant que plate-forme multi-parties prenantes, le FMB peut prendre la tête de sujets critiques et de questions transversales telles que les salaires minimums vitaux (c.à.d. prendre une position unique sur la définition, la méthodologie et les données relatives au salaires minimums vitaux, comme une vitrine de ce qui peut être réalisé au travers de la collaboration).
- Développer une association des principales entreprises productrices de bananes, agissant comme un catalyseur pour donner de l'élan au FMB et agir comme une fonction complémentaire.
- Soutenir la notion de plateformes nationales et comprendre les avantages que ces plates-formes peuvent apporter à la collaboration avec le FMB, comme complément et comme accélérateur des activités du FMB.
- Le FMB devrait reconnaître les plateformes nationales, telles que l'Alliance allemande pour l'action en faveur de la banane durable (German Action Alliance for Sustainable Bananas) (ABNB), afin de compléter le forum à un niveau pré concurrentiel.
- Augmenter le rythme et l'ampleur du Forum.
- La portée du Forum pourrait potentiellement s'étendre aux normes et aux organismes de certification travaillant ensemble au sein du FMB pour collaborer sur la réduction du fardeau que peuvent représenter les audits pour certains producteurs, similairement au travail déjà réalisé dans le domaine de la sécurité alimentaire (par ex. GFSI).
- Il est nécessaire de renforcer la structure du FMB pour permettre la poursuite du bon travail déjà établi en Afrique de l'Ouest, et pour partager les apprentissages et les informations dans d'autres forums nationaux et régionaux.
- Le FMB devrait soutenir l'Accord Macro du Pérou pour renforcer les droits du travail, les bonnes relations industrielles et la durabilité au sein du secteur de la banane.
- Le FMB devrait soutenir le renforcement des capacités, de manière à inclure les organisations de petits producteurs.
- Promouvoir de bonnes relations de travail en impliquant diverses parties prenantes directes et indirectes.



“

La meilleure façon de tenter d'endiguer la propagation de la maladie est alors d'investir dans des mesures préventives et de sensibilisation relatives à la nature, aux symptômes et aux risques de TR4.

”

6. | Session 3 : L'Avenir de la banane: gérer les risques du Fusarium souche tropicale 4 (tr4)

Les intervenants de la table ronde ont discuté du statut et de l'impact du Fusarium souche Tropicale 4 (TR4), de la nécessité d'approches intégrées de gestion et de prévention, du rôle des parties prenantes ainsi que de l'Équipe Spéciale du FMB sur le TR4. La session comprenait également une présentation du Programme mondial de la FAO sur le TR4, pour lequel des informations détaillées sont consultables sur le site Web de la FAO.

6.1 | Panélistes et intervenants

Ouverture de la discussion: Stewart Lindsay, Chef d'Équipe - Systèmes de production de bananes, Département de l'Agriculture et de la Pêche, Queensland (Australie)

Modérateur: Luud Clercx, Coordinateur, Équipe Spéciale du FMB sur le TR4 (Pays-Bas/AgroFair)

Panélistes:

- Koronado Apuzen, Directeur Exécutif, Farmcoop (Philippines)
- Stewart Lindsay, Chef d'Équipe - Systèmes de production de bananes, Département de l'Agriculture et de la Pêche, Queensland (Australie)
- José Madriz, Coordinateur Marché et Production pour les bananes, les fruits frais et les fleurs, Collectif des petits producteurs et travailleurs du commerce équitable en Amérique latine et dans les Caraïbes - CLAC (Salvador)
- Enrique Uribe, Expert Technique, GLOBAL G.A.P (Allemagne)
- Jorge Sandoval, Directeur de la Recherche, Corporation Nationale de la Banane - CORBANA (Costa Rica)
- Altus Viljoen, Président de la recherche sur le Fusarium, Université Stellenbosch (Afrique du Sud)
- Morag Webb, Directeur du plaidoyer et de l'accès aux marchés, Comité de liaison Europe-Afrique-Caraïbes-Pacifique - COLEACP (Belgique)

Présentation du programme mondial de la FAO sur le Fusarium souche Tropicale 4 (TR4):

- Fazil Dusunceli, Division de la Production végétale et de la protection des plantes de la FAO

6.2 | Résumé des discussions de la table ronde

La séance a été introduite par une esquisse de réponse à la question de savoir en quoi le TR4 est une menace et pour quelles raisons les participants devraient être préoccupés.

Il a été déclaré que le TR4 est une menace pour les variétés de bananes Cavendish du fait que le champignon transmis par le sol se propage et que les gens sont eux-mêmes des vecteurs de l'expansion de la maladie. La maladie peut être dévastatrice pour les cultures et peut causer des perturbations majeures. Il a également été expliqué que les bananiers ne sont pour leur grande majorité pas résistants et que la maladie peut se propager de manières très diverses: via les particules du sol, les outils, les bottes, les vêtements, les véhicules, les animaux, les inondations, le drainage ou encore du matériel végétal de plantation qui serait infecté.

Les personnes devant être informées en priorité sont les travailleurs, les agriculteurs, le personnel de gestion agricole, les visiteurs agricoles, les représentants du gouvernement ainsi que les consommateurs (notamment pour les informer que cette maladie ne peut pas leur être transmise). L'accent a été mis sur l'importance de savoir comment la maladie se comporte et se déplace; il est nécessaire d'effectuer une surveillance régulière et de changer les pratiques répétitives. Toute stratégie de confinement nécessite une connaissance détaillée de la maladie. L'un des problèmes majeurs vient du fait que les systèmes de production dédiés aux exportations et à la production locale coexistent côte à côte et créent des chemins qui permettent à la maladie de se diffuser entre des cultures ayant des destinations différentes. La chaîne est alors seulement aussi forte que son maillon le plus faible.

Certaines variétés de Cavendish ont été identifiées comme résistantes, ou très résistantes, mais ne sont pas des variétés hautement productives, du type de celles destinées au marché. Ces variétés résistantes ont des grappes plus petites et des cycles de croissance plus long. Les systèmes de production reposant sur ces variétés résistantes auraient alors des coûts de structure plus élevés ainsi que de plus faibles rendements. Cela aurait un impact sur le modèle de la plantation et aurait des conséquences et des impacts socio-économiques pour l'industrie d'exportation.

Un aspect à garder à l'esprit est que dans des douzaines de pays en développement tropicaux, la banane (y compris la banane plantain) est une culture vivrière de base et classée par la FAO comme la quatrième culture vivrière la plus importante dans la sécurité alimentaire mondiale. 46% des bananes dans le monde sont des cultivars Cavendish et des millions de ménages dépendent de ces derniers comme source de nourriture pour l'intégralité de leur repas.

Trois réponses aux défis actuels ont été soulignées : l'absence de la maladie, son confinement ainsi que la gestion de cette dernière. Cependant, il a été soutenu que les gouvernements n'étaient pas préparés compte tenu de l'absence de méthodes de surveillance et de systèmes d'alerte précoce ainsi que d'une législation de quarantaine inadéquate. Un autre élément à déplorer est la capacité financière limitée des autorités publiques pour faire face à la menace.

La conclusion de l'introduction de la table ronde s'est faite en encourageant la collaboration entre les parties prenantes, la participation aux collectes de financements et levées de fonds, aux stratégies de prévention, le soutien aux initiatives existantes, les campagnes de sensibilisation et les programmes de formation. La promotion des systèmes d'alerte précoce, les pratiques de prévention et de gestion, ainsi que la diversité des systèmes de culture et les méthodes alternatives de culture de la banane ont également été fortement recommandées.

6.2.1 | Fusarium

Les panélistes ont souligné que si la maladie est l'un des plus grands défis pour le secteur de la banane (voir pour tout le secteur des fruits frais), *Fusarium oxysporense* est l'un des champignons du sol les plus communs.

Les panélistes ont par la suite donné plus d'informations sur la biologie de la maladie. L'importance de tester les variétés de bananiers (y compris les variétés Cavendish) sur le terrain a été soulignée ainsi que l'importance de développer des paquets de mesures de prévention ou de contrôle sur des sites spécifiques. Cependant, il est nécessaire de garder à l'esprit que ce qui fonctionne dans un endroit peut ne pas fonctionner dans un autre contexte. Un parallèle avec l'agriculture durable peut être établi quand on se rend compte que la bataille contre le *Fusarium* TR4 doit être « réinventée » dans chaque lieu. De nombreux aspects spécifiques à des endroits et des sites donnés, en raison de contextes différenciés (caractéristiques du sol, climat, agroécosystèmes, etc.). Il est nécessaire que les connaissances effectives sur les mesures de prévention ou de contrôle de TR4 soient expérimentées, testées et pilotées.

6.2.2 | Prévention et sensibilisation

Les participants ont rappelé qu'il n'existe à ce jour pas de remède disponible contre le TR4. La meilleure façon de tenter d'endiguer la propagation de la maladie est alors d'investir dans des mesures préventives et de sensibilisation relatives à la nature, aux symptômes et aux risques de TR4, tout en adoptant des mesures préventives de biosécurité à l'entrée même des fermes. Les gestionnaires de fermes, les superviseurs, les petits producteurs et les représentants du gouvernement devraient être adéquatement informés. Le manque de préparation des gouvernements a été illustré par le fait que pour certains pays, ni les méthodes de surveillance, ni les systèmes d'alerte précoce, ni la législation de quarantaine adéquats n'ont été mis en place.

L'un des avantages des approches fondées sur la prévention est qu'elles sont moins coûteuses et plus rentables. Les panélistes ont souhaité rappeler au public qu'une fois que le champignon est présent (dans une ferme, dans un pays, etc.), les mesures de gestion et de quarantaine visant à contenir le champignon et à contrôler la propagation deviennent dès lors beaucoup plus compliquées et coûteuses. Elles laissent également entrevoir des résultats incertains. Les investissements réalisés pour implanter des plantations de bananes à grande échelle dans des pays comme le Kenya, le Soudan, l'Éthiopie et le Mali par des investisseurs ayant peu de, voir aucune, connaissance des risques liés au TR4 sont fortement préoccupants étant donné qu'ils pourraient mener leurs opérations sans adopter aucun type de mesures préventives. Ils se transformeraient dès lors en de nouveaux vecteurs pour la propagation du TR4.

Les personnes présentes dans le public ont appuyé le fait que les syndicats devraient être inclus dans les programmes de sensibilisation et de formation. En outre, la nécessité de prendre en compte l'ensemble de la filière dans le cadre d'une approche multi-parties prenantes a été une fois de plus soulignée, à l'instar des tables rondes précédentes. Il a été déclaré qu'une stratégie cohérente d'atténuation devrait prendre en compte l'ensemble du secteur. Cela devrait inclure le secteur commercial pour l'exportation, ainsi que les petits exploitants et leurs

organisations produisant pour les marchés nationaux et locaux. Cela leur permettrait de se joindre à la coalition mondiale visant à empêcher la propagation de TR4.

6.2.3 | Outils actuels et futurs contre la diffusion

Un outil potentiel et prometteur suggéré par l'Equipe Spéciale sur le TR4 est le développement d'une application (*App*) interactive multilingue pour smartphones. Supports d'information, les smartphones sont de plus en plus présents en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Asie et en Afrique. L'Organisme International Régional contre les Maladies des Plantes et des Animaux (*Organismo Internacional Regional de Sanidad Agropecuaria*) (OIRSA) est notamment disposé à servir de plate-forme de back-office pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Cependant, le coût estimé est de 100 000 € et les fonds doivent encore être levés.

Le « complément » (*add-on*) TR4 développé par GlobalG.A.P est un autre outil mis en avant lors de la table ronde. Il s'agit d'un module volontaire complémentaire au système de certification, qui vérifie les mesures de biosécurité préventives contre le *Fusarium* TR4 à l'entrée de la ferme. Ce dernier pourrait être un outil potentiel pour sensibiliser les commerçants et les détaillants, permettant ainsi aux entreprises de s'impliquer au sein de la coalition mondiale visant à protéger le secteur de la banane du TR4. Une adaptation de cet outil aux contextes des petits producteurs est actuellement en cours de développement grâce à une collaboration entre GlobalG.A.P, COLEACP et BANELINO, avec une zone pilote en République dominicaine.

Il a été conseillé que le Forum Mondial de la Banane - et plus particulièrement l'Equipe Spéciale du FMB sur le TR4 - puisse développer un « centre d'apprentissage » (« *learning hub* ») sur le TR4. Cela permettrait d'apprendre de manière collective comment relever le défi posé par ce dernier, et que soient également développés un ensemble de contenus et matériels de formation qui pourraient être utilisés par une diversité de types de parties prenantes.

6.2.4 | Sols sains et biodiversité dans les plantations de bananes

Si les panélistes ont souligné que des recherches supplémentaires sont nécessaires, ils ont cependant mentionné que les données empiriques et les expériences montrent d'ores et déjà que des sols sains (riches en matière organique, en fertilité et en biodiversité) dans des plantations de bananes biologiques (sans application d'engrais synthétiques ou de produits agrochimiques) ou dans des systèmes mixtes (cultures intercalaires, systèmes agroforestiers, cultures de couverture) pourraient avoir des vertus suppressives de la maladie. Ils ont également indiqué que la promotion de sols sains et de la biodiversité dans les plantations de bananes pourrait être une voie visant à apprendre « comment vivre avec le TR4 », en adoptant certains niveaux de tolérance et en concevant le *Fusarium* comme faisant partie de l'agroécosystème. Les membres du Forum, ainsi que l'ensemble de la communauté de la banane, pourraient apprendre beaucoup de leurs expériences respectives sur ces aspects liés au sol. Un appel à la transparence et au partage a été lancé à cette fin.

Il a été mis en relief que la santé des sols s'est dégradée du fait d'applications continues d'engrais synthétiques, d'herbicides et de pesticides, et plus généralement du fait des impacts de la monoculture. Bien qu'un accord commun sur la solution à adopter n'ait pas encore été trouvé, il a été convenu que les sols ne pourraient dorénavant plus être ignorés. Il a également été souligné que les connaissances sur la biodiversité des sols en sont encore à leurs premiers pas et qu'il reste beaucoup à explorer, à découvrir et à apprendre. Il a été mentionné que TR4 n'était pas la fin des bananes, mais qu'il pourrait signifier la fin d'un paradigme et des méthodes courantes de production de bananes (plantations industrielles à grande échelle avec de nombreux intrants externes). Cela pourrait ainsi signifier la fin de la banane bon marché.

Les experts ont également suggéré qu'il était temps d'adopter une approche territoriale intégrée vis-à-vis de la durabilité de la culture de la banane aux niveaux régional ou national tout en prenant en compte les liens institutionnels (plateformes multi-parties prenantes du secteur de la banane, gouvernements locaux, représentations régionales des ministères et agences phytosanitaires). Les développements récents de l'approche dite de « paysage » (« *landscape approach* ») adoptée par un nombre croissant d'organisations promouvant le développement durable ont été mentionnés pour illustrer ce besoin.

6.2.5 | Prise de mesures au niveau national

Du fait de la reconnaissance de la propagation du champignon avec l'expansion de l'industrie d'exportation, il a été recommandé que chaque pays producteur de bananes puisse établir une analyse de risque avec toutes les parties prenantes concernées. Les pays développeraient par la même occasion des outils juridiques correspondants tout en maintenant une communication efficace entre toutes les parties prenantes. Le TR4 représentant un défi mondial commun, les approches multipartites ont été considérées comme cruciales.

Il a été recommandé d'adopter une approche ascendante (« *bottom-up* ») et de demander aux organisations de producteurs et aux syndicats des pays producteurs de faire pression sur les autorités, soit les Ministères de l'agriculture et les organismes phytosanitaires concernés. Cela a été présenté comme essentiel afin que ces derniers adoptent une posture active, assument leurs responsabilités et élaborent des plans de prévention spécifiques ainsi que des mesures de biosécurité visant à protéger le secteur et les moyens de subsistance des agriculteurs et des travailleurs.

Lors de la présentation du programme mondial de la FAO sur le *Fusarium* souche Tropical 4 (TR4) présenté à la suite de la table ronde, plusieurs participants ont discuté avec M. Fazil Dusunceli, Responsable Agricole, (FAO) de la possibilité pour la Conférence du Forum Mondial de la Banane de publier une déclaration sur la menace que représente le TR4. Cette dernière serait adressée aux Ministères de l'Agriculture et aux organismes phytosanitaires des pays producteurs. Selon M. Dusunceli, une telle déclaration pourrait être incluse en tant qu'annexe dans la version finale du programme mondial de la FAO sur le TR4. Il a été suggéré que les représentations nationales de la FAO puissent diffuser la déclaration dans leurs pays et régions. La nécessité de diffuser l'information aux représentations diplomatiques présentes à Rome a également été soulignée.

6.2.6 | Petits producteurs et pays producteurs non exportateurs

Leurs familles et communautés dépendant fortement de la production de bananes pour leur emploi, revenu et moyens de subsistance, il a été communément convenu que les petits producteurs et les travailleurs des plantations de bananes devraient recevoir une formation sur la nature, les risques, les caractéristiques et les symptômes de TR4. Les petits producteurs et les travailleurs de la banane, qui travaillent quotidiennement dans les plantations de bananes, sont parmi les premiers à détecter les cas suspects et les symptômes de maladies possibles. Ils peuvent jouer un rôle important dans les stratégies de prévention dans l'éventualité où ils sont en mesure et en capacité d'agir et qu'ils savent qui informer.

Cependant, des mesures d'exclusion strictes à l'entrée de la ferme ou une transition massive vers des cultivars résistants ou tolérants au TR4 pourraient ne pas être une option réaliste pour les petits producteurs qui produisent pour les marchés intérieurs ou pour leur propre consommation. Ces options pourraient être hors de portée pour ces derniers. Il pourrait donc être dangereux de formuler des recommandations dans ce sens, car cela pourrait susciter de faux espoirs et empêcher les petits producteurs d'élaborer des stratégies à leur portée.

La nécessité d'inclure le maximum de petits producteurs de bananes et de plantains dans les pays producteurs non exportateurs de bananes a également été soulignée. Il a été recommandé que le FMB puisse engager une recherche sur les moyens permettant d'inclure dans son travail les agriculteurs des pays producteurs non exportateurs de bananes, ainsi que les petits agriculteurs des pays exportateurs qui ne fournissent des bananes et des plantains que sur les marchés nationaux, dans le cadre des travaux du Forum. Ces catégories représentent 80 à 85% du secteur mondial de la banane et constitue donc par la même occasion un facteur de risque pour le secteur exportateur et les entreprises de la banane. Les panélistes ont évoqué le rôle de la collaboration du secteur privé avec ces millions de petits exploitants (cela représentant une gestion des risques dans leur propre intérêt) et le rôle des représentations nationales de la FAO, leur mission étant axée sur les petits producteurs et la sécurité alimentaire.

Dans chaque pays producteur de bananes et de plantains, l'adoption d'une vision holistique et inclusive prenant en compte l'ensemble du secteur (entreprises exportatrices, petits producteurs, bananes dessert et bananes plantains) a été jugée essentielle. Plus particulièrement, le FMB a été invité à trouver des moyens d'inclure et impliquer l'Asie-Pacifique, l'Afrique et le Moyen-Orient dans ses actions, le TR4 étant maintenant également présent au Viêt Nam, au sein de la République démocratique populaire du Laos et en Inde (ceci ayant été confirmé directement par leurs gouvernements respectifs au cours de la Conférence). Les panélistes ont également souligné qu'il reste encore beaucoup à apprendre de ceux qui figurent sur la liste croissante des pays touchés par le TR4.

6.3 | Propositions et recommandations de la table ronde

Après une présentation du Programme mondial de la FAO sur le TR4 par M. Fazil Dusunceli, le modérateur a présenté les principales propositions identifiées lors de la table ronde:

- Il est nécessaire d'investir dans une stratégie de prévention et d'exclusion. La sensibilisation à une échelle massive est une condition de base pour cela.
- Une application devrait être développée pour les smartphones en tant qu'outil informationnel disposant d'une portée potentielle massive.
- Initier une série d'ateliers sur le terrain en utilisant une approche ascendante dans les pays producteurs de

bananes axée sur l'importance de promouvoir des sols sains et apprendre des expériences, des échecs et des réussites. Cela devrait déboucher sur une stratégie intégrée de gestion du TR4 dans laquelle la question des sols sains joue un rôle important. Le financement devrait non seulement devenir disponible pour le développement de nouvelles variétés, mais aussi pour la recherche sur les sols sains comme une solution possible pour apprendre à produire avec la présence du TR4.

- Reconnaître l'importance des essais sur le terrain des variétés sensibles et tolérantes au TR4 et des paquets de mesures de lutte préventive sur le terrain dans différents contextes afin de développer des connaissances utiles sur l'épidémiologie et les stratégies de prévention et de gestion.
- Diffuser et rendre les résultats disponibles pour l'ensemble de la communauté de la banane.
- Rechercher des manières d'inclure les pays non exportateurs de banane et les (petits) producteurs de bananes et bananes plantain produisant pour les marchés domestiques ou d'autoconsommation, dans la stratégie globale pour empêcher l'entrée ou atténuer les effets du TR4.
- Rechercher des approches intégrées au niveau territorial pour une production de banane plus durable (sol, biosécurité, eau, biodiversité).
- Utiliser le Forum Mondial de la Banane en tant que pôle de connaissances sur la prévention et l'atténuation des effets du TR4; développer du matériel de formation pour différents groupes cibles.
- Le FMB devrait promouvoir une approche participative ascendante (« bottom-up ») avec la participation des organisations de producteurs de bananes et des syndicats de travailleurs de la banane, sensibilisation, formation à la surveillance, mesures de détection et mesures de biosécurité, ainsi que mener un plaidoyer visant à engager les institutions gouvernementales dans le développement de stratégies de prévention et de mesures juridiques adéquates.
- Promouvoir la participation multipartite, ouvrir un dialogue avec les entreprises commercialisatrices de bananes et les entreprises de distribution pour les sensibiliser et les encourager à faire partie de la coalition mondiale et efforts pour prévenir la propagation du TR4.
- Emettre un appel / une déclaration depuis la Troisième Conférence du Forum Mondial de la Banane, adressée aux ministères, aux organisations phytosanitaires des pays producteurs de bananes afin de l'inclure comme annexe au programme mondial de la FAO sur le TR4 impliquant les bureaux de liaisons de la FAO et les représentations diplomatiques à Rome.
- Renforcer l'Equipe Spéciale du FMB sur le TR4 avec des participants actifs et engagés.



“

Les travailleurs et les producteurs doivent également investir dans de meilleures technologies pour relever les défis de la durabilité, mais cela ne pourra être fait qu'avec un afflux d'argent plus important dans la filière.

”

7. | Session 4: Comment parvenir à une répartition plus juste de la valeur?

La table ronde sur « Comment parvenir à une répartition plus juste de la valeur ? » a mis en évidence la dimension de la durabilité économique de l'industrie de la banane. Les panélistes ont discuté des importants défis économiques présents tout au long de la filière internationale de la banane, y compris les salaires minimums vitaux, les prix équitables, les coûts de production, les « externalités » (ou « coûts sociétaux ») ainsi que l'avenir des petits producteurs sur le marché international.

7.1 | Panélistes et intervenants

Ouverture de la discussion:

Denis Loeillet, Agroéconomiste, analyste des marchés, rédacteur en chef de la revue FruiTrop, Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement - CIRAD (France)

Modérateur:

Alistair Smith, Coordinateur International, Banana Link (Royaume-Uni)

Panélistes:

- Stephen Antig, Directeur Exécutif, Association philippine des planteurs et exportateurs de bananes – PBGEA (Philippines)
- Patrick Belser, Économiste Principal à l'Organisation Internationale du Travail (OIT), Rapport Mondial sur les Salaires de l'OIT
- Gilbert Bermudez, Sous-coordonateur, Coordination latino-américaine des syndicats de la banane et de l'agro-industrie - COLSIBA (Équateur)
- Fernando Bolaños, PDG, AgroAmérica (Guatemala)
- Wilbert Flinterman, Conseiller Principal sur les Droits des Travailleurs et les Relations Syndicales, Fairtrade International (Allemagne)
- Hugo Hays, Chef de la Sécurité des Aliments, Fyffes (Irlande)
- Edgar Monge, Gestionnaire d'Approvisionnement Responsable – Amériques, TESCO (Royaume-Uni)
- Kozel Peters, Coordinatrice, Association des Agriculteurs des Îles du Vent - WINFA (Îles du Vent)

7.2 | Résumé des discussions de la table ronde

Le modérateur a lancé la discussion en présentant un résumé des principales activités et résultats du Groupe de Travail 2 sur la répartition de la valeur le long de la filière (GT02) du FMB, depuis sa création. Ce résumé peut être consulté dans l'annexe 3.

Le premier intervenant a centré sa présentation sur la question de l'information sur les prix et la répartition de la valeur le long de la filière de la banane. Il a débuté en discutant des chiffres clés des prix à l'importation et de l'évolution de ces derniers au sein de divers pays au cours des dernières années. Il a par la suite présenté la conclusion de la complexité d'atteindre une quelconque déduction sur les changements de prix, particulièrement étant donné le fait que les prix incluent un certain nombre de facteurs exogènes qui ne résulte pas directement du marché en soi. Il a ensuite discuté des effets des taux de change et des effets de change sur la répartition de la valeur. De plus, il a souligné que les facteurs cachés ont un impact sur le prix, y compris la qualité sociale et environnementale de la filière en question, de même que les politiques publiques et les régulations en place.

Il a ensuite présenté une proposition conjointe du BASIC, entreprise sociale basée à Paris, et du Cirad: mettre en place un mécanisme permanent de surveillance - en utilisant des données publiques complétées par la littérature et les données du secteur privé - qui suivrait la relation entre la répartition de la valeur et les prix dans les pays exportateurs et importateurs. Il a par la suite mis l'accent sur deux domaines pour lesquels une attention supplémentaire devrait être portée : (1) comment augmenter ou créer plus de valeur, et (2) comment identifier les voies à suivre pour sécuriser un niveau décent de conditions de vies pour les populations les plus vulnérables. Ce premier intervenant a ensuite laissé la

parole aux panélistes afin que ces derniers puissent approfondir les sujets des salaires minimums vitaux, des prix et des coûts de la production durable ainsi que le futur des petits producteurs.

7.2.1 | Salaires minimum vitaux

L'un des principaux sujets de discussion durant cette table ronde a été la nécessité d'assurer des salaires minimums vitaux pour les travailleurs de la banane. Plusieurs approches visant à mesurer les niveaux des salaires et les tentatives récentes de construction d'un consensus autour des calculs du salaire minimum vital ont été présentés.

Le représentant de Fairtrade International a discuté de la stratégie de l'organisation pour l'établissement d'indices de référence pour le salaire minimum vital pour le maximum de pays. Le but est de permettre des discussions et des interventions informées pour l'amélioration des salaires le long de la filière, ainsi que l'implication de toutes les parties prenantes dans la recherche et le processus de « négociation ». Le principal problème à résoudre dans l'établissement de tels indices de référence réside dans la manière de promouvoir une compréhension et une acceptation communes du calcul du salaire minimum vital au sein des parties prenantes - d'où la nécessité d'adopter en premier lieu une méthodologie et une définition communes pour un salaire minimum vital. En 2014-2015, un groupe d'organismes certificateurs se sont réunis au sein de la Coalition pour un Salaire Minimum Vital (Global Living Wage Coalition) (GLWC) afin d'adopter une approche commune et crédible pour la fixation d'indices de référence du salaire minimum vital. Leur approche utilise la méthodologie détaillée Anker impliquant des recherches préliminaires au travers d'un travail de terrain, ainsi que l'implication de toutes les parties prenantes. A ce jour, 18 critères ont été établis pour divers produits, y compris les bananes.

Trois causes majeures liées aux bas salaires ont été identifiées: (1) Une distributions injuste de la valeur dans la filière, (2) l'absence de négociation collective, et (3) l'inadéquation des processus de fixation du salaire minimum. Ces trois facteurs aident à définir les actions nécessaires pour l'amélioration des salaires.

Afin de s'attaquer à la première cause, les parties prenantes doivent travailler avec les opérateurs du marché pour parvenir à une répartition plus égale de la valeur le long de la filière. Cela sera discuté plus en détail dans la section suivante.

En ce qui concerne le deuxième facteur, il a été déclaré que l'objectif devrait être de promouvoir la négociation collective dès le début de la filière afin de garantir des revenus décents pour les travailleurs. Cet aspect a été souligné comme essentiel par les représentants de COLSIBA pour une mise en œuvre réussie des salaires minimums vitaux, bien que des préoccupations aient été exprimées au sujet des augmentations potentielles des coûts de production résultant des conventions collectives. Des discussions ont également eu lieu sur la manière de traiter des situations où aucun syndicat n'est présent pour mener les négociations collectives du côté des travailleurs.

Le troisième facteur de causalité concernant les mécanismes inadéquats de fixation du salaire minimum est généralement expliqué par le fait que les gouvernements cherchent à équilibrer le besoin d'emplois supplémentaires avec le besoin de meilleurs salaires. L'enjeu d'assurer des salaires décents est également lié aux prix payés par les acheteurs, parmi d'autres éléments, tel que cela a pu être discuté brièvement par le représentant de l'OIT au sein de la table ronde. Ce dernier a pu présenter un résumé du dernier rapport de l'OIT sur l'impact des pratiques d'achats sur les conditions de travail. Le rapport a souligné cinq pratiques commerciales qui ont un impact sur les salaires et les conditions de travail : (1) les prix payés par les acheteurs, (2) la clarté de l'information dans les contrats commerciaux, (3) la précision des spécifications techniques, (4) les délais (plus pertinent dans les procédés de production industriels), et (5) la demande de normes sociales. En comparant des situations comportant de bonnes pratiques commerciales et une implication des syndicats menant des négociations collectives avec des situations comportant de mauvaises pratiques de négociations voire une absence de négociations collectives, il a été démontré par l'étude de l'OIT que les salaires ont tendance à quasiment doubler dans le premier cas. En d'autres mots, les pratiques commerciales ont un impact fort sur les niveaux des salaires. Il a été conclu que les gouvernements, les entreprises et les partenaires sociaux ont tous des responsabilités différentes mais complémentaires dans la promotion du travail décent au long de la filière. D'importantes propositions ont été faite quant au rôle des gouvernements et des entreprises dans le fait d'assurer des salaires minimaux adéquats dans le secteur de la banane, ces dernières étant présentées dans les sections suivantes. Tout cela doit être pris en compte lors des travaux de mise en œuvre des salaires minimums vitaux.

Enfin, un prérequis pour l'établissement d'indices de référence crédibles et réalisables pour les salaires minimums vitaux est l'implication des parties prenantes. Cela implique d'engager les acteurs au long de la filière, depuis les travailleurs et leurs syndicats, les producteurs, les commerçants et les distributeurs, jusqu'aux consommateurs. Cela ne peut pas être fait sans adopter une approche de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) par laquelle l'indice de référence pour le salaire minimum vital est établi via un processus ascendant (« bottom-up »), où il est attendu que les employeurs

et les travailleurs acceptent les résultats des recherches menées. Ce doit être un processus inclusif au sein duquel tous prennent part. De plus, l'engagement actif, non seulement des diverses parties prenantes, mais également celui des divers représentants de certaines parties prenantes est fondamental, tout particulièrement dans le cas de distributeurs.

Par exemple, dans le cadre de sa stratégie et de sa pratique d'approvisionnement responsable, Tesco s'est engagé publiquement en 2014 à garantir que tous les travailleurs des fermes qui vendent la plus grande partie de leurs fruits à Tesco puisse recevoir un salaire minimum vital. La société s'est également engagée à payer à tous ses fournisseurs des prix couvrant des coûts de production durable. Cependant, il y a eu plusieurs revers dans la réalisation de ces objectifs d'ici 2017. La société travaille en étroite collaboration avec d'autres membres du Forum pour établir des indices de référence de salaires minimum vitaux dans différents pays exportateurs de bananes, mais aucun consensus n'a encore été atteint entre toutes les parties prenantes. L'un des principaux problèmes rencontrés par les distributeurs est que les salaires minimums vitaux ne peuvent pas être mis en œuvre pour tous les travailleurs d'une entreprise pourvoyeuse donnée seulement grâce à la bonne volonté et aux efforts d'un seul distributeur. Un effort unilatéral de la part d'un acheteur pourrait gravement affecter sa propre compétitivité sur des marchés clés, puisqu'internaliser des externalités pourrait l'amener à être perçu comme un supermarché plus cher. Tesco a dû modifier la date limite de réalisation de ses engagements publics, en attendant la mobilisation de multiples détaillants et de leurs efforts dans le secteur. Entre-temps, cependant, le distributeur a travaillé directement avec des entreprises productrices dans le cadre de contrats à long terme contenant des clauses exigeant des normes éthiques minimales. Tesco a également développé un système d'audit éthique de deuxième partie avec tous ses fournisseurs de bananes en Amérique latine, en Afrique et dans les Caraïbes.

L'implication récente d'autres distributeurs européens dans le FMB courant 2017 est un signe encourageant que, dans un avenir proche, il sera possible d'avancer ensemble vers des salaires minimums vitaux pour tous. Cela permettra aussi aux entreprises qui se sont déjà engagées en ce sens à respecter leurs engagements. En fin de compte, les panélistes se sont accordés pour dire que l'atteinte de salaires minimums vitaux exige un effort concerté de la part de toutes les parties prenantes, y compris une masse critique de grands distributeurs-retailers.

7.2.2 | Prix et coûts de la production durable

Afin de pouvoir payer des salaires minimums vitaux aux travailleurs de la banane, il est nécessaire d'examiner les prix et les coûts de production. Divers panélistes ont souligné que les travailleurs et les producteurs de bananes sont aujourd'hui confrontés à de nombreux problèmes de durabilité, ce qui a un impact sur les coûts de production. C'est en définitive le sujet principal du Groupe de Travail 02 qui se concentre sur la notion de « coûts de production durable » (c.à.d. avec les « externalités » (ou « coûts sociétaux ») incorporés dans les calculs). Ces défis ont généralement un plus grand impact sur les petits producteurs, qui n'ont pas les ressources nécessaires pour investir dans des méthodes de production durables sans soutien externe. Il a été proposé que les coûts accrus encourus pour produire durablement soient incorporés dans les prix payés par les consommateurs. Cependant, l'accent doit être mis sur la façon dont cette augmentation de valeur serait redistribuée tout au long de la filière afin qu'elle puisse avoir les effets désirés sur les salaires et les conditions de vie des travailleurs et les revenus des petits producteurs - soit les maillons les plus précaires de la filière.

Le représentant de Grupo AgroAmérica a par la suite présenté la situation en Amérique latine. Comparé aux autres produits alimentaires, le prix des bananes n'a augmenté que très légèrement au cours des 20 dernières années. Cependant, les coûts de production ont, eux, augmenté, ce qui signifie, entre autres, que dans de nombreux cas, les travailleurs ne reçoivent pas de salaire minimum vital. Il a déclaré qu'en moyenne, les travailleurs d'Amérique latine reçoivent environ 50% de l'indice de référence du salaire minimum vital. Ils sont par conséquent coincés dans un cercle vicieux de la pauvreté. Les travailleurs et les producteurs doivent également investir dans de meilleures technologies pour relever les défis de la durabilité, mais cela ne pourra être fait qu'avec un afflux d'argent plus important dans la filière. Le représentant d'AgroAmérica a conclu que, pour améliorer la distribution de la valeur le long de la filière, il était nécessaire d'augmenter le prix de vente de la livre (pound) banane. Il a fait une proposition concrète : selon ses calculs, une augmentation du prix de 0,03 \$ US par livre (pound) (1,20 \$ US par carton standard) aurait un impact significatif et positif sur tous les acteurs de la filière. Il a ensuite soutenu qu'une telle augmentation n'aurait pas d'impact significatif sur la consommation de bananes au niveau de la distribution. Ce serait donc un bon moyen d'aborder à la fois les problèmes de prix pour les producteurs et de salaires pour les travailleurs.

7.2.3 | Le futur des petits producteurs dans l'industrie mondiale de la banane

Des engagements ont été pris au niveau international – ainsi que des réaffirmations de ces engagements – sur le sujet de donner la priorité aux petits producteurs dans le système agricole mondial. Les petits agriculteurs ont un rôle à jouer dans la réalisation du programme de travail décent, ainsi que dans la réalisation de l'objectif de pauvreté zéro et de faim zéro. Cependant, dans le même temps, il a été affirmé que ces réaffirmations mondiales et les engagements

eux-mêmes n'ont pas réellement conduit à des stratégies de survie réalistes pour les petits producteurs présents sur le marché mondial. Les défis sociaux et environnementaux croissants et les risques associés, conséquence des modes de production et de consommation, ne sont pas partagés équitablement le long de la filière. En fin de compte, une grande partie du coût et du fardeau est supportée par les petits producteurs. Il est attendu d'eux qu'ils construisent des systèmes de production résilients au climat et d'innover et appliquer des technologies pour faire face à de tels défis. Cependant, ils ne reçoivent pas le soutien nécessaire pour pouvoir payer les coûts d'une production durable et assurer leur subsistance. Le point clé soulevé par la représentante de la WINFA est que les coûts de la production durable ne peuvent être un fardeau pour les producteurs seuls. Dans les îles du Vent, par exemple, les petits producteurs ont fait beaucoup d'efforts au cours des deux dernières décennies et ont investi des ressources pourtant limitées, mais cela n'est pas identifié par le marché.

Des mécanismes doivent être mis en place afin de permettre à tous les acteurs de partager les risques tout au long de la filière. Il est nécessaire de mettre l'accent sur l'investissement dans la technologie et l'innovation pour réduire les coûts de production et améliorer la productivité des petits producteurs, mais au moyen d'un mécanisme impliquant toutes les parties prenantes. De plus, les marchés actuels n'offrent pas un « terrain de jeu égal » aux petits producteurs au sein de l'industrie mondiale de la banane, dans laquelle les producteurs qui vendent à des prix bas et des volumes élevés sont favorisés de manière disproportionnée. Certains panélistes ont donc affirmé que le seul moyen de parvenir à une répartition plus équitable de la valeur est de créer un marché différencié pour les petits producteurs. L'un des moyens d'y parvenir consiste à utiliser des systèmes de certification. Afin de survivre sur le marché, il a également été suggéré que les petits producteurs puissent travailler avec des structures plus importantes et forment des coopératives, où tous les producteurs gagnent une part équitable. De cette manière, les petits producteurs pourraient être protégés contre les fluctuations des conditions climatiques, sociales, environnementales et de celles du marché.

Enfin, comme cela a été souligné dans les discussions précédentes sur les salaires minimums vitaux et les coûts de la production durable, des mécanismes doivent être mis en place pour renégocier les prix payés par les producteurs et les consommateurs afin que ces derniers incluent les coûts environnementaux, sociaux et économiques.

7.3 | Propositions et recommandations de la table ronde

À la suite de stimulantes discussions sur les questions de durabilité économique dans l'industrie mondiale de la banane, le modérateur a fourni un résumé des propositions et des recommandations faites par tous les panélistes, pour que ces dernières soient évaluées par le Comité de Pilotage du FMB. Les principales propositions présentées au cours du panel « Comment parvenir à une répartition plus juste de la valeur? » comprennent:

Programme d'action

- Mettre en place un mécanisme de suivi permanent de la répartition des coûts dans les pays producteurs dans le cadre du GT02 (coordonné par le CIRAD et le BASIC) afin de compléter l'Indice Global des Coûts (i.e. Global Costs Index) qui couvre déjà les coûts Franco à bord (FOB) jusqu'aux prix de détail.
- Faciliter les efforts de multi-acheteurs pour garantir la valeur requise pour permettre le paiement des salaires de subsistance à tous les hommes et femmes employés dans l'industrie d'exportation globale.
- Faciliter les processus essentiels de validation par les parties prenantes et de plaider au niveau des politiques publiques sur la fixation du salaire minimum dans tous les pays impliqués dans l'analyse comparative et la mise en œuvre des salaires de subsistance..
- Établir un dialogue multipartite sur l'augmentation des prix à la consommation dans les pays où la concurrence de la vente au détail a conduit à des prix insoutenables, en liant cela aux engagements pris par les acheteurs de payer des prix couvrant les « coûts de production durable ». Ce dialogue, structuré sous l'égide du GT02, devrait inclure des discussions sur la façon de partager les risques tout au long de la filière, et pas seulement de faire reposer tous les coûts sur les producteurs, en particulier ceux qui ont déjà intériorisé de nombreux coûts environnementaux et sociaux et sont donc en situation de désavantage.
- Intégrer un travail sur le revenu de subsistance pour les petits producteurs, en tirant des leçons du travail financé par la GIZ (« communauté du revenu de subsistance », c.à.d. « the living income community »), complétant ainsi le processus de mise en œuvre des salaires décents pour tous les salariés de sexe masculin et féminin dans tous les pays exportateurs.
- Explorer des mécanismes pratiques avec les organismes de certification afin de créer une identité de marché différenciée pour les bananes produites par des petits producteurs.

- Travailler à tous les niveaux pour remédier à la « déconnexion » fréquente entre les politiques commerciales et d'achat d'une part et l'éventail des considérations éthiques et environnementales d'autre part (comme identifié dans l'étude de l'OIT sur les pratiques d'achat).

Recherche / études

- Entreprendre une analyse comparative des coûts et des avantages de la négociation collective et des gains de productivité dans divers pays / systèmes de production.
- OIT entreprendra des travaux pour le Rapport mondial sur les salaires 2017-2018 sur l'écart salarial entre les hommes et les femmes dans le secteur de la banane.
- L'OIT doit examiner les politiques nationales en matière de salaire minimum et dans quelles mesure ces dernières prennent en compte le coût de la vie et le niveau de vie décent des travailleurs salariés.

Contexte général à discuter/explorer

- Explorer le potentiel de l'Union des pays exportateurs de bananes (UPEB) basée au Panama pour construire des mécanismes pratiques de gestion de l'offre et encourager l'investissement dans le développement durable dans les territoires dédiés à l'exportation de bananes des pays producteurs.
- Explorer les mécanismes possibles pour créer un système de prix minimum à l'importation au niveau de l'UE-28.



“

M. Rose a conclu en déclarant que, depuis ses débuts, le Forum a osé rêver d'un nouveau monde de la banane, le même Forum au sein duquel les membres ont imaginé une économie de la banane juste et durable.

”

8. | Session de clôture

La séance de clôture, présidée par M. Renwick Rose avec l'assistance de M. George Jaksch, a résumé les principales propositions faites au cours de chacune des tables rondes ainsi que les principaux résultats de la Conférence.

M. Rose a mis en exergue la tâche conséquente assignée au FMB et le nécessaire engagement de ses membres pour la traduction des propositions et des recommandations en actions. Il a rappelé aux participants que l'ambition d'aider à mettre fin à la pauvreté dans le monde et d'apporter des moyens de subsistance appropriés à des millions de personnes, en particulier dans le secteur de la banane, est une tâche monumentale. Il a souligné l'importance du rôle de tous les participants dans la démonstration d'un engagement et d'une exemplarité visant à transformer ces propositions en actions.

Il a également noté que le Comité directeur du FMB examinerait toutes les propositions pour déterminer leur hiérarchisation à court, moyen et long terme. Il a finalement appelé les modérateurs à résumer les propositions faites à chaque session (N.B. résumées à la fin de chaque section précédente). Une fois les principales conclusions et propositions résumées par les modérateurs, M. Rose a demandé à tous les participants de réfléchir à la manière dont ils pourraient contribuer à transformer ces propositions en résultats.

M. Rose a poursuivi la séance de clôture en présentant l'un des principaux résultats de la conférence, à savoir la Déclaration du FMB (voir l'annexe 1). La déclaration a été rédigée par des membres du Comité de Pilotage après avoir suivi de près le développement de la Conférence et a été présentée par M. George Jaksch. Après l'incorporation de quelques modifications suggérées, le document a été approuvé à l'unanimité par tous les participants.

M. Rose a conclu en déclarant que, depuis ses débuts, le Forum a osé rêver d'un nouveau monde de la banane, le même Forum au sein duquel les membres ont imaginé une économie de la banane juste et durable. En clôturant la conférence, il a exhorté tous les participants à faire de ce rêve une réalité et à faciliter de nouvelles avancées.

M. Pascal Liu a ensuite formulé les observations finales par l'intermédiaire desquelles il a pu remercier les personnes et organisations ayant contribué à faire de cet événement un véritable succès. Il a exprimé sa gratitude au Gouvernement suisse et à son Office Fédéral de l'Agriculture, à l'OIT, au Comité d'organisation du FMB, aux membres du Secrétariat du FMB, aux volontaires, aux interprètes, au personnel du CICG, au Bureau de liaison de la FAO auprès des Nations Unies (Genève), aux entreprises et organisations ayant parrainé l'événement, aux différents intervenants, aux panélistes et aux modérateurs ainsi qu'à tous les participants.

M. Liu a souligné que la collaboration entre les parties prenantes présentes ne s'arrêterait pas à la fin de la conférence. Il a ajouté que ce n'était que le début d'une phase de collaboration plus intense dans le cadre du FMB pour construire des filières plus durables pour la banane. Il a invité les participants à se joindre aux groupes de travail spécialisés du FMB et à exprimer leur intérêt à être considéré comme candidat pour intégrer le nouveau Comité de Pilotage.

Il a conclu en invitant tous les participants à visiter le portail des meilleures pratiques pour une production et un commerce durables de la banane sur le site Web1 du FMB/FAO et à partager leurs bonnes pratiques avec le Secrétariat du FMB pour une éventuelle inclusion dans le portail.



1 <http://www.fao.org/wbf>



“

This report provides a summary of the key outcomes and discussions that took place during the panel sessions on 8 and 9 november 2017.

”

Annexe 1: Déclaration du FMB

Déclaration de la Troisième Conférence du Forum Mondial de la Banane

Un chiffre record de 300 délégués de plus de 40 pays de tous les continents se sont inscrits à la Troisième Conférence du Forum Mondial de la Banane (FMB) les 8 et 9 novembre 2017 au Centre International de Conférences, à Genève, en Suisse. La réunion a été précédée d'une réunion très suivie sur « l'égalité entre les sexes dans l'industrie de la banane » le 7 novembre et suivie le 10 novembre par un atelier pour « impliquer les parties prenantes dans la lutte contre le TR4 » qui constitue une menace majeure quant à la production mondiale.

La Conférence a pu compter avec une représentation équilibrée de tous les acteurs de la production et du commerce de la banane - producteurs, syndicats de travailleurs, détaillants, importateurs, exportateurs, organisations de la société civile et de consommateurs, institutions de recherche ainsi que gouvernements et organisations intergouvernementales. La réunion a été accueillie par la Confédération suisse et facilitée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) au sein de laquelle est basé le Secrétariat du FMB. L'Organisation internationale du travail (OIT) a fourni un appui technique clé à la Conférence.

La participation à la Conférence a démontré la portée et l'influence croissantes du FMB. La Conférence a célébré les principales réalisations du Forum, à savoir notamment:

- Un manuel sur la santé et la sécurité au travail, lancé lors la conférence par le ministre du travail, Gouvernement de l'Equateur, pour former les travailleurs, le personnel des entreprises et les producteurs.
- Un ensemble de bonnes pratiques à adopter pour une production durable.
- Un portail web à partir duquel ces pratiques et autres documents et matériels utiles sont facilement accessibles pour toutes les parties prenantes.
- Un guide pratique pour mesurer et réduire les empreintes carbone et hydriques des cultivateurs.
- Une équipe Spéciale visant à contrôler le Fusarium souche Tropicale 4 (TR4), influencer les acteurs clés de l'industrie et collaborer avec les programmes mondiaux contre les maladies de la banane.
- La recherche d'une méthode convenue d'un commun accord pour calculer des conditions de vie décentes pour les travailleurs au niveau des pays exportateurs.
- La facilitation d'un dialogue fructueux sur les relations de travail au Pérou et en Afrique de l'Ouest

Ces réalisations résultent de la collaboration entre tous les secteurs de l'industrie. La Conférence a approuvé et appuyé cette approche et s'est engagée à rechercher une représentation encore plus large au sein du Forum, y compris en Afrique et en Asie, ainsi que celle d'un plus grand nombre de distributeurs.

Les principaux domaines de discussion ont porté sur : les questions de genre; les droits du travail; santé et sécurité; la durabilité, l'environnement et l'impact du changement climatique; la répartition équitable de la valeur ainsi que le combat contre la maladie TR4. Un certain nombre de recommandations de grande envergure ont été formulées durant la Conférence pour leur mise en œuvre par le Comité de Pilotage du Forum. La conférence a souligné le besoin d'approches intégrées pour la prévention et la gestion du Fusarium souche Tropicale 4 (TR4). Un appui fort a été apporté au lancement du programme mondial mené par la FAO en partenariat avec le FMB, Bioversity International et l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA).

Le Forum Mondial de la Banane tient à exprimer sa gratitude et sa reconnaissance à la Confédération suisse, à la FAO, à l'OIT ainsi qu'aux nombreux sponsors et aux participants qui ont contribué ensemble au succès de la réunion.

Annexe 2: Réunion multipartite stratégique sur l'égalité des sexes dans l'industrie de la banane

Le contenu ci-dessous a été directement extrait d'une présentation réalisée par Banana Link pour résumer les résultats de la réunion.

PROPOSITIONS D'ACTION COMMUNE SUR L'ÉGALITÉ DES SEXES 2017 – 2019

Groupe de travail sur les opportunités d'emplois

- Education, sensibilisation et formation
 - Renforcer la confiance en soi et les compétences des femmes pour soutenir l'évolution de leur carrière
 - Engager les syndicats et les entreprises dans le renforcement des capacités, la formation professionnelle et les compétences en leadership
- Attirer des travailleuses potentielles depuis l'extérieur de l'entreprise
 - Présenter des exemples de femmes ayant réussi dans l'entreprise
- Identifier des exemples positifs d'entreprises ayant apporté des améliorations tangibles à l'emploi des femmes
- Améliorer l'attractivité, le recrutement, la rétention et le développement de carrière des femmes en leur offrant de meilleures conditions de travail
 - Par exemple, structures d'accueil pour les femmes et les hommes, horaires flexibles, offre de prestations complètes de maternité et de paternité, élimination de la discrimination et du harcèlement sexuel, en tenant compte des autres responsabilités familiales
- Donner une voix aux femmes, promouvoir la participation et la représentation des femmes dans la prise de décision (gestion, syndicats, WBF) et ce à tous les niveaux de l'entreprise (des travailleurs de terrain à la direction)

Groupe de travail sur l'empowerment des femmes

- Réaliser une analyse comparative des différentes interventions et leçons apprises / définitions de l'autonomisation et des voies pour y parvenir, impliquant les hommes et les femmes, comme la participation des femmes à la prise de décision à différents niveaux, la microfinance, la formation professionnelle et le leadership
 - L'analyse devrait apprendre des autres secteurs

Groupe de travail sur l'écart salarial entre hommes et femmes

- Rassembler des données supplémentaires ventilées par sexe sur les salaires désagrégés selon les rôles; les institutions doivent être disposées à partager des données et à être transparentes
- De multiples actions sont nécessaires pour s'attaquer aux causes sous-jacentes de l'écart de rémunération entre les sexes (par exemple, l'accès aux services de garde, l'attribution des tâches dans la plantation, etc.) ➤ Carry out a scoping exercise to identify all stages of the value chain that need a gender perspective including and beyond the employer-employee relationship, as well as including issues relating to collective bargaining, policies and procedure.
- Effectuer un exercice de cadrage pour identifier toutes les étapes de la filière qui nécessitent une perspective de genre au sein et au-delà de la relation employeur-employé, ainsi que des questions relatives à la négociation collective, aux politiques et aux procédures
 - Questions connexes: Que se passe-t-il lorsque les travailleurs ne sont pas organisés? Quel est le rôle de la certification lorsque les syndicats ne sont pas acceptés ou n'ont pas de capacité?

- Construire l'analyse de rentabilisation pour analyser et augmenter, le cas échéant, les salaires des femmes, augmenter les opportunités de promotion et créer des opportunités égales par rapport aux tâches
- Demander à l'OIT de mener une étude de cas sur l'augmentation du salaire minimum équatorien et son impact sur les questions de genre

Groupe de travail sur la santé et la sécurité

- Recherche sur les causes et les solutions aux troubles liés aux mouvements répétitifs et aux troubles musculaires et osseux à la suite d'activités professionnelles répétitives
 - Collaborer avec COLSIBA dans le développement de la recherche et des propositions
 - S'inspirer de la recherche menée dans d'autres secteurs
- Créer des lignes directrices spécifiques à la banane / une boîte à outils pour la sensibilisation et la formation sur le travail sûr et sécurisé pour les femmes, y compris:
 - Évaluation des risques pour la santé et la sécurité au travail pour des rôles spécifiques (c'est-à-dire rester debout longtemps sans mouvement) et des mesures préventives, comme la rotation des rôles de travail
 - Disposition EPI appropriée pour les femmes
 - Importance des femmes dans les comités de SST avec une capacité de prise de décision
 - Optique de genre spécifique aux risques agrochimiques (rôles et impacts spécifiques sur la santé et la santé reproductive); mesures préventives, réduire et éliminer si possible
 - Jeunes mères et enceintes travaillant dans l'industrie de la banane
- Diffusion des connaissances et des ressources pour sensibiliser, notamment:
 - Traduction en anglais, français et espagnol (y compris les documents de l'OIT); c'est-à-dire la publication du OIT sur la sécurité et la santé dans l'agriculture et 10 clés pour la pratique SST sensible au genre
 - Dialogue avec tous les acteurs de la chaîne d'approvisionnement pour adopter des principes

Groupe de travail sur le harcèlement sexuel (HS) et la violence sexiste (VBG)

- Réaliser des études de cas par pays sur la VBG & le HS dans l'industrie de la banane
- Identifier les points d'entrée dans le rapport « jaune » de l'OIT sur la VBG & le HS, inclure les entreprises et les syndicats dans les discussions sur ce rapport, et engager ces acteurs dans le plaidoyer pour une Convention sur la VBG (Juin, 2018)
- Tenir les entreprises responsables de leurs actions en matière de HS et de VBG (par exemple en créant des politiques spécifiques, en sensibilisant et en mettant en œuvre des programmes de sensibilisation et de formation)
- Rassembler des informations sur les mécanismes utilisés par les entreprises et les organismes de certification sur la manière de rendre compte de la VBG & du HS, d'en faire le suivi et mettre en place des actions
- Impliquer tous les membres corporatifs du FMB dans les activités du groupe de travail sur l'équité entre les sexes

Annexe 3: Principaux résultats du GT02 sur la répartition de la valeur

Informations tirées de la présentation préparée par le modérateur de la 5eme table ronde (Session 4), M. Alistair Smith (Coordinateur international, Banana Link).

- Étude sur les définitions du « salaire minimum vital » et les méthodes de calcul existantes en 2010-2011
- Publication des « échelles de salaires » en 2011-2012 pour huit pays exportateurs (Ergon Associates)
- Études sur la distribution de la valeur dans des filières spécifiques: Îles du Vent - Royaume-Uni, Colombie - États-Unis et Équateur - UE en 2012-2013
- Quatre rapports comparant les salaires minima et les indicateurs du salaire minimum vital pour huit pays exportateurs, 2013-2015 (Centro de Inteligencia para Mercados Sostenibles - CIMS, Costa Rica)
- Décision lors de la réunion de 2013 à Saint-Domingue de commencer à travailler sur l'élaboration de l'indice des coûts de production du CIRAD, et plus particulièrement de concevoir une méthodologie pour calculer les coûts de main-d'œuvre
- Engagement de Tesco à assurer le paiement de salaires minimums vitaux et de coûts de production durable
- Publication du premier indice de référence du salaire minimum vital pour la République dominicaine à l'initiative de Fairtrade International en 2014
- Discussions engagées sur l'inclusion des coûts sociaux et environnementaux dans les prix en vigueur lors de la réunion de 2014 à Medellin
- Augmentation par le gouvernement de l'Équateur du salaire minimum national au point de couvrir les coûts d'un panier de base de biens et de services pour les ménages (2009-2015)
- Adoption par le GT02 d'une méthodologie commune pour le calcul d'indices de référence sur le salaire minimum vital, conçue par la Coalition pour un Salaire Minimum Vital (GLWC) avec Richard et Martha Anker
- Études comparatives de la GLWC au Costa Rica, au Ghana, en Équateur et au Belize en 2017
- Etude en 2016-2017 par Tricost et TruePrice pour Fairtrade International sur les externalités dans quatre pays exportateurs
- Accord pour intégrer les travaux sur l'écart salarial entre les sexes dans toutes les initiatives futures du GT02 sur les salaires
- Projet pilote conclu avec le CIRAD et l'IRSTEA, les producteurs, les syndicats et les distributeurs pour concevoir une nouvelle méthodologie d'évaluation d'un niveau de vie décent pour les travailleurs de la banane en Côte d'Ivoire (2018 -)

Annexe 4: Rapport sur l'évènement parallèle sur le Programme Mondial de la FAO sur le Fusarium Race Tropicale 4 (R4T)

RAPPORT SUR L'ÉVÈNEMENT PARALLÈLE RÉALISÉ PAR FAZIL DUSUNCELI, RESPONSABLE AGRICOLE, DIVISION DE LA PRODUCTION ET DE LA PROTECTION DES PLANTES DE LA FAO

“Programme mondial sur la Fusariose de la banane: Engager les parties prenantes dans la lutte contre le TR4”

L'évènement parallèle a été organisé le vendredi 10 novembre 2017 de 9h00 à 16h30 à la suite de la Troisième conférence du Forum Mondial de la Banane à Genève, en Suisse.

Cet évènement parallèle a été formulé à la suite des consultations lancées les 9 et 10 décembre 2014, qui ont débouché sur l'élaboration d'un programme mondial par la FAO en partenariat avec Bioversity International, l'Institut International d'Agriculture Tropicale et le Forum Mondial de la Banane ainsi que d'autres collaborateurs.

Il a été organisé sous la forme d'un atelier pour faciliter le dialogue et l'échange de connaissances et d'expériences en matière de prévention et de prise en charge de la fusariose de la banane. Il visait également à examiner l'état des collaborations régionales, les engagements des parties prenantes ainsi que l'identification des actions prioritaires dans différentes régions pour la prévention et la gestion de la maladie dans le contexte du programme mondial.

RÉSUMÉ DES DISCUSSIONS ET DES RECOMMANDATIONS:

Les participants à l'atelier ont souligné l'importance de la banane pour les moyens de subsistance des populations rurales, la sécurité alimentaire et les économies des pays en développement, en particulier dans les tropiques. La Race Tropicale 4 du Fusarium a été soulignée comme une menace mondiale majeure pour la durabilité de la production de bananes dans les pays producteurs de bananes en Asie, en Afrique et en Amérique latine et aux Caraïbes.

L'attention a particulièrement été attirée sur les récentes épidémies au sein de la République démocratique populaire du Laos, au Viêt nam et en Inde et l'appel à l'action à la communauté mondiale et aux pays a été renouvelé pour prendre les mesures nécessaires pour arrêter cette menace et soutenir les efforts de confinement et de gestion, là où la production est déjà affectée.

Les participants à l'atelier ont encouragé le programme mondial présenté et ont salué sa nature multidisciplinaire, couvrant à la fois la gestion des maladies et les aspects de prévention. En particulier, l'importance de la sensibilisation à tous les niveaux, la collaboration internationale, l'engagement des différentes parties prenantes et le renforcement des capacités au niveau des pays ont été soulignés. En outre, l'accent a été mis sur les évaluations des risques, la surveillance et la mise en œuvre des réglementations phytosanitaires pour une prévention et un confinement efficaces ainsi que la mise au point de variétés résistantes et la gestion intégrée pour une gestion efficace à long terme.

De brèves présentations ont indiqué que la base de données Promusa constitue une base de ressources solide au niveau mondial et que les progrès dans les études génétiques et le développement de bananiers hybrides résistants sont prometteurs. Les discussions ont également souligné la nécessité de mobiliser des ressources pour la mise en œuvre pratique du programme.

Les groupes de travail ont travaillé sur les domaines thématiques du programme et les activités prévues. Chaque groupe de travail a identifié le niveau d'importance à donner requis sur les domaines thématiques (produits) pour leurs régions respectives (Tableau 1). L'étude indique que l'Asie, qui souffre déjà beaucoup de la maladie, doit mettre davantage l'accent sur des thèmes visant une meilleure gestion de la maladie, tandis que l'Amérique latine et les Caraïbes doivent mettre davantage l'accent sur les thèmes de prévention alors que l'Afrique préfère une approche équilibrée sur les deux types d'activités. Les domaines thématiques de la collaboration internationale, du développement des capacités et du confinement étaient plus proches pour les trois régions que pour les autres domaines thématiques. Le groupe Asie a suggéré que l'accent soit mis sur la gestion intégrée des maladies, tandis que l'Afrique, l'Amérique latine et

les Caraïbes ont fait de même pour la sensibilisation et l'élaboration de stratégies. De même, le développement de variétés résistantes a été suggéré comme un autre domaine hautement prioritaire par l'Afrique et l'Asie, alors que les évaluations et la surveillance des risques l'ont été pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

Les groupes de travail ont également suggéré des activités spécifiques supplémentaires dans le cadre du programme pour améliorer la gestion et la prévention de la maladie, ainsi que des collaborations possibles avec de nombreuses institutions dans différentes régions atteignant 23, 11 et 30 institutions pour chaque domaine thématique en Asie, Afrique Amérique latine et Caraïbes respectivement.

RÉSUMÉ DES RAPPORTS DES GROUPES DE TRAVAIL (RÉGIONAUX)

Domaine thématique / Produit	Niveau de priorité (% des points étoiles)			Nombre d'activités suggérées			Nombre d'institutions proposées pour la collaboration			
	Régions	Asie-Pacifique	Afrique	LAC	Asie-Pacifique	Afrique	LAC	Asie-Pacifique	Afrique	LAC
1. Collaboration internationale		14.0	14.4	13.7	1		2	23	11	30
2. Sensibilisation et stratégies		10.7	17.8	20.3	1	1	4	12	11	24
3. Développement de capacité		13.6	10.3	15.8	1		12	19	4	24
4. Surveillance , détection précoce		7.5	13.0	15.8	1		6	7	4	30
5. Évaluations des risques		5.6	10.3	14.9		2	6	10	3	23
6. Confinement et préparation		6.1	7.5	6.6			11	9	3	22
7. Développement de variétés résistantes		11.7	17.1	5.4	3		5	18	5	21
8. Gestion intégrée des maladies		30.8	9.6	7.5	9		13	21	4	28
Total					16	3	59	119	45	202

Ces suggestions seront prises en compte dans le programme mondial de la FAO sur le Fusarium.

Troisième Conférence Mondiale du Forum Mondial de la Banane

Travailler ensemble pour une filière durable de la banane

8 - 9 novembre 2017 | Evénements parallèles les 7 et 10 novembre 2017

ORDRE DU JOUR

Mardi 7 novembre (événement parallèle – sur invitation)

09:00 – 16:00 Réunion multipartite stratégique sur l'égalité des sexes dans l'industrie de la banane
Salle Genève, Centre de Conférence de Varembe (CCV)

Mercredi 8 Novembre

Conférence du Forum Mondial de la Banane (FMB)

Salle 2, Centre International de Conférences de Genève (CICG)

- 8:30** Inscription des participants
- 9:10** Discours d'inauguration par Renwick Rose, Président, Comité Exécutif du Forum Mondial de la Banane
- 9:15** Discours de bienvenue par Dominique Kohli, Sous-directeur du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR), Office Fédéral de l'Agriculture (OFAG)
- 9:20** Discours d'ouverture par Deborah Greenfield, Directrice générale adjointe pour les politiques, Organisation Internationale du travail (OIT)
- 9:25** Discours inaugural par Carolyn Rodrigues Birkett, Directrice, Bureau de Liaison de la FAO à l'Office des Nations Unies à Genève
- 9:30** Conclusions de la Réunion multipartite stratégique sur l'égalité entre les sexes dans l'industrie de la banane

SESSION 1

9:45 Table ronde: Les personnes au travail

Ouverture de la discussion: Alette van Leur, Directrice du Département des politiques sectorielles, Organisation Internationale du Travail – OIT

Modérateur: Sue Longley, Secrétaire Générale, Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac, du catering et des branches connexes - IUF (Suisse)

Panélistes:

- George Kporye, Gestionnaire des Affaires générales et administratives, Golden Exotics LTD (Ghana)
- Ministre Raúl Clemente Ledesma Huerta, Ministre du Travail, Gouvernement Équatorien (Équateur)
- Alette van Leur, Directrice du Département des politiques sectorielle, Organisation Internationale du Travail - OIT
- Magne Svartbekk, Directeur de la RSE, Bama Gruppen AS (Norvège)
- Adela Torres, Secrétaire Général, Syndicat national de l'industrie agricole - SINTRAINAGRO (Colombie)
- Guillaume Tossa, Coordonnateur du Réseau Africain de l'UITA des Travailleurs et Travailleuses de la Banane (Bénin)

Sujets

- Questions de genre
- Droits des travailleurs et travail décent
- Santé et sécurité

11:20**Pause****11:30****Discussion ouverte avec tous les participants****12:00****Perspectives: priorités et opportunités stratégiques pour *Les personnes au travail*****12:15****Pause déjeuner****SESSION 2****13:15****Table ronde: Durabilité: perspectives et défis globaux dans un climat qui se réchauffe**

Ouverture de la discussion: Inge van den Bergh, Scientifique et Coordinatrice ProMusa, Bioversity International

Modérateur: Jeroen Kroezen, Responsable du Département Thé, Café, Cacao & Fruit durables, Solidaridad (Pays-Bas)

Panélistes:

- Inge van den Bergh, Scientifique et Coordinatrice de ProMusa, Bioversity International
- Gustavo Gandini, Directeur Agriculture Biologique, Biodiversité et Environnement, Association des producteurs de bananes biologiques de la ligne nord-ouest - BANELINO (République dominicaine)
- Jan 't Lam, Leader de la Transformation des Marchés et Plan mondial pour les fruits tropicaux, Rainforest Alliance (Etats-Unis)
- Thierry Lescot, Ingénieur Agronome et Chercheur, Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement - CIRAD (France)
- Alain Normand, Directeur du département agronomique, R&D, Compagnie Fruit (France)
- Luis Pocasangre, Directeur de la Recherche, Professeur de cultures tropicales, Université Earth (Costa Rica)

- Manfred Pülm, Responsable Qualité, Greenyard (Germany)

Sujets

- Gestion des sols et des terres
- Gestion et utilisation des pesticides
- Conservation de la biodiversité

15:05

Pause

15:15

Discussion ouverte avec tous les participants

15:45

Perspectives: priorités et opportunités stratégiques pour *Durabilité: les perspectives et défis globaux dans un climat qui se réchauffe*

16:00

Table ronde: *Compétition et collaboration: la collaboration mondiale au sein du FMB*

Ouverture de la discussion: George Jaksch, Président du Conseil d'Administration, Partenariat pour la Biodiversité en Méso-Amérique - BMP (Costa Rica)

Modérateur: Katie Knaggs, Directrice du département Durabilité, Groupe International Procurement and Logistics – IPL (Royaume-Uni)

Panélistes:

- Michelle Bhattacharyya, Coordinatrice, Coalition Mondiale pour des salaires dignes (Global Living Wage Coalition) - GLWC (Etats-Unis)
- Andrew Biles, PDG, Chiquita Brands International (Suisse)
- George Jaksch, Président du Conseil d'Administration, Partenariat pour la Biodiversité en Méso-Amérique - BMP (Costa Rica)
- Alexandra Kessler, Coordinatrice de Projet, Alliance d'action pour des bananes durables - ABNB/CSCP (Allemagne)
- Xavier Roussel, Vice-président marketing et durabilité, Dole Food Company (United States)
- Adwoa Sakyi, Coordinatrice Régionale pour l'Afrique de l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tourisme et des branches connexes - IUF (Ghana)
- Luis Suarez, Secrétaire Exécutif, Coordination Nationale de Commerce Equitable Pérou - CNCJ (Pérou)

Sujets

- Recherche collaborative
- Collaboration nationale avec des plates-formes internationales
- Collaboration entre les secteurs public et privé

17:45

Discussion ouverte avec tous les participants

18:15

Perspectives: priorités et opportunités stratégiques pour *Compétition et collaboration: La collaboration mondiale au sein du FMB*

18:30

Clôture

Réception et événement de mise en réseau offert par l'Office Fédéral de l'Agriculture (OFAG)

Jeudi 9 Novembre

Conférence du Forum Mondial de la Banane (FMB)
Salle 2, Centre International de Conférences de Genève (CICG)

SESSION 3

9:00 **Table ronde: L'avenir de la banane: gérer les risques du Fusarium souche Tropical (TR4)**

Ouverture de la discussion: Stewart Lindsay, Chef d'Équipe - Systèmes de production de bananes, Département de l'Agriculture et de la Pêche, Queensland (Australie)

Modérateur: Luud Clercx, Coordinateur, Équipe Spéciale du FMB sur le TR4 (Pays-Bas/AgroFair)

Panélistes:

- Koronado Apuzen, Directeur Exécutif, Farmcoop (Philippines)
- Stewart Lindsay, Chef d'Équipe - Systèmes de production de bananes, Département de l'Agriculture et de la Pêche, Queensland (Australie)
- José Madriz, Coordinateur Marché et Production pour les bananes, les fruits frais, les fleurs, Collectif des petits producteurs et travailleurs du commerce équitable Amérique latine et dans les Caraïbes - CLAC (Salvador)
- Enrique Uribe, Expert Technique, GLOBAL G.A.P (Allemagne)
- Jorge Sandoval, Directeur de la Recherche, Corporation Nationale de la Banane CORBANA (Costa Rica)
- Altus Viljoen, Président de la recherche sur le Fusarium, Université Stellenbosch (Afrique du Sud)
- Morag Webb, Directeur du plaidoyer et de l'accès aux marchés, Comité de liaisons Europe-Afrique-Caraïbes-Pacifique - COLEACP (Belgique)

Sujets

- Statut et impact du TR4
- Nécessité d'approches intégrées de gestion et de prévention
- Rôle des parties prenantes et de l'Équipe Spéciale du FMB sur le TR4

10:55 **Pause**

11:05 **Programme mondial de la FAO sur le TR4** - Fazil Dusunceli, Responsable agricole, Division de la Production végétale et de la protection des plantes (AGP), FAO

11:15 **Discussion ouverte avec tous les participants**

11:45 **Perspectives: priorités et opportunités stratégiques pour L'avenir de la banane: gérer les risques du Fusarium souche Tropicale 4 (TR4)**

12:15 **Pause déjeuner**

SESSION 4

13:15 **Table ronde: Comment parvenir à une répartition plus juste de la valeur?**

Ouverture de la discussion: Denis Loeillet, Agroéconomiste, analyste des marchés, rédacteur en chef de la revue *FruitTrop*, Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement - CIRAD (France)

Modérateur: Alistair Smith, Coordinateur International, Banana Link (Royaume-Uni)

Panélistes:

- Stephen Antig, Directeur Exécutif, Association philippine des planteurs et exportateurs de bananes – PBGEA (Philippines)
- Patrick Belsler, Économiste Principal à l'Organisation Internationale du Travail (OIT), Rapport Mondial sur les Salaires de l'OIT
- Gilbert Bermudez, Sous-coordonateur, Coordination latino-américaine des syndicats de la banane et de l'agro-industrie - COLSIBA (Équateur)
- Fernando Bolaños, PDG, AgroAmérica (Guatemala)
- Wilbert Flinterman, Conseiller Principal sur les Droits des Travailleurs et les Relations Syndicales, Fairtrade International (Allemagne)
- Hugo Hays, Chef de la Sécurité des Aliments, Fyffes (Irlande)
- Edgar Monge, Gestionnaire d'Approvisionnement Responsable – Amériques, TESCO (Royaume-Uni)
- Kozel Peters, Coordinatrice, Association des Agriculteurs des Îles du Vent - WINFA (Îles du Vent)

Sujets

- Salaires décents
- Coûts durables de production
- Consommateurs
- L'avenir des petits agriculteurs dans le secteur de la banane

15:05

Pause

15:15

Discussion ouverte avec tous les participants

15:45

Perspectives: priorités et opportunités stratégiques pour *Comment parvenir à une répartition plus juste de la valeur?*

16:00

Conclusions et étapes à suivre

- Priorités, organisation, avenir du FMB
- Présentation et adoption du projet de communiqué / déclaration finale

18:15

Discours de clôture par Pascal Liu, Economiste en chef, Coordinateur du Secrétariat du Forum Mondial de la Banane

Vendredi 10 Novembre (événement parallèle)

9:30 - 16.30

Engager les parties prenantes dans la lutte contre la maladie de la Fusariose TR4 de la banane

Salle 2, Centre International de Conférences de Genève (CICG)

Annexe 6: List of Participants

PARTICIPANTS IN THE THIRD CONFERENCE OF THE WBF | 8-9 NOVEMBER 2017| GENEVA, SWITZERLAND

Titre	Prénom(s)	Nom	Organisation représentée	Position	Pays
Mr	Stewart	Lindsay	Queensland Department of Agriculture and Fisheries, Australia	Team Leader - Banana Production Systems	Australia
Ms	Elizabeth	Aitken	University of Queensland/Australia	Plant Pathologist/ Professor	Australia
Ms	Susanne	Loher	Sudwind	Education and campaigns officer	Austria
Mr	Konrad	Rehling	Sudwind	Campaign Coordinator	Austria
Ms	Lisa	Weichsler	Sudwind	NGO Worker	Austria
Mr	Ivan	Van Dessel	Agrofresh	Account Manager RipeLock EMEA	Belgium
Ms	Inge	Van den Bergh	Bioersity International	Senior Scientist and ProMusa Coordinator	Belgium
Ms	Maud	Delacollette	Europe - Africa - Caribbean - Pacific Liaison Committee (COLEACP)	Regional Coordinator of Operations	Belgium
Ms	Morag	Webb	Europe - Africa - Caribbean - Pacific Liaison Committee (COLEACP)	Head of Advocacy and Market Access	Belgium
Mr	Robin	Thiers	Ghent University	Researcher	Belgium
Mr	Rony	Swennen	Katholieke Universiteit te Leuven	Full professor	Belgium
Mr	Fivègnon Guillaume	Tossa	International Union of Food, Agricultural, Hotel, Restaurant, Catering, Tobacco and Allied Workers' Associations (IUF)	Coordonnateur du Réseau Africain de l'UITA des Travailleurs et Travailleuses de la Banane	Benin
Mr	Miguel Angel	Dita Rodriguez	Embrapa	Investigador	Brazil
Mr	Armand Michel	Zoa	Cameroon	Sous-Directeur de la Coopération	Cameroon
Mr	Charles Kude	Mbide	Fako Agricultural Workers Union (FAWU)	General Secretary	Cameroon
Ms	Abonga-Le Epse Viyoff	Scholastica	Fako Agricultural Workers Union (FAWU)	Gender Officer	Cameroon
Ms	Louissette Clemence	Mbadobe Bamzok	Ministère de l'agriculture du Cameroun	Directeur du développement de l'Agriculture	Cameroon
Ms	Rose	Ebolle Ngolle	Plate-forme Syndicale de la Société des Plantations du Haut Penja (PHP)	Women's Officer	Cameroon
Mr	Oscar	Ngomé Eboulé	Plate-forme Syndicale de la Société des Plantations du Haut Penja (PHP)	Vice-Président	Cameroon
Mr	Emmanuel Alfred	Moukory Songa	Syndicat Départemental de l'Agriculture Pêche et Élevage du Moungo (SDEAPEM)	President	Cameroon
Ms	Beatriz	Berben	ALTERNATIVAS LTDA	Consultora	Colombia
Mr	Carlos	Berben	ALTERNATIVAS LTDA	Consultor	Colombia
Mr	Daniel	Arboleda Cortes	Misión Permanente de Colombia ante la OMC	Counsellor	Colombia
Ms	Adela	Torres Valoy	Sindicato Nacional de Trabajadores de la Industria Agropecuaria (SINTRAINAGRO)	General Secretary	Colombia
Mr	Jorge Andres	Vargas Bueno	Sindicato Nacional de Trabajadores de la Industria Agropecuaria (SINTRAINAGRO)	President	Colombia
Mr	George	Jaksch	Biodiversity Partnership Mesoamerica	Chairperson	Costa Rica
Mr	Raúl	Gigena Pazos	Chiquita Brands International Sarl	Human Resources Director	Costa Rica

Titre	Prénom(s)	Nom	Organisation représentée	Position	Pays
Mr	Ramon Fausto	Barrantes Cascante	Coordinadora de Sindicatos Bananeros (COSIBA)	Coordinator	Costa Rica
Mr	José	Madriz	Coordinadora Latinoamericana y del Caribe de pequeños productores y trabajadores de comercio justo (CLAC)	Coordinador de Producción y Mercado Banano	Costa Rica
Mr	Mariano	Jiménez Zeledón	Corporacion Bananera Nacional (CORBANA)	Subgerente de Asuntos Legales y Corporativos	Costa Rica
Mr	Jorge Arturo	Sandoval Fernández.	Corporacion Bananera Nacional (CORBANA)	Director de Investigaciones Científicas	Costa Rica
Ms	Svenja	Paulino	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)	Program Director	Costa Rica
Ms	Stella	Davis	Fyffes	Sustainability Department	Costa Rica
Mr	Hugo	Hays	Fyffes	Head of Sustainability	Costa Rica
Mr	Maikol	Hernández Arias	International Union of Food, Agricultural, Hotel, Restaurant, Catering, Tobacco and Allied Workers' Associations (IUF)	Secretario General	Costa Rica
Mr	Tayutic	Mena Retana	Misión Permanente de Costa Rica ante la OMC	Consejero	Costa Rica
Ms	Mireya Virginia	Salas Rodriguez	Sindicato de Trabajadores de Plantaciones Agrícolas (SITRAP)	Women's Officer	Costa Rica
Mr	Edgar	Monge-Nicolaas	TESCO	Responsible Sourcing Manager - Americas	Costa Rica
Mr	Luis Ernesto	Pocasangre Enamorado	Universidad EARTH	Director de Investigación	Costa Rica
Ms	Koko	Aman	Ministère de l'agriculture et du développement rural	Sous-directeur des Cultures non perennes, coordonnateur adjoint de la cellule banane	Côte d'Ivoire
Mr	Paul	Jeangille	Organisation Centrale des Producteurs Exportateurs d'Ananas Banane et Autres Fruits (OCAB)	Secrétaire Général	Côte d'Ivoire
Ms	Akoua Koumbenou Jacqueline	Koffi	Plate-forme Syndicale de la SCB Côte d'Ivoire	Comité des femmes	Côte d'Ivoire
Ms	Amoïn Bla Claudelle	Kouadio	Plate-forme Syndicale de la SCB Côte d'Ivoire	Comité des femmes	Côte d'Ivoire
Mr	Luis F.	Pérez Vicente	Instituto de Investigaciones de Sanidad Vegetal (INISAV) MINAG, Cuba	Ing. agrónomo, PhD Fitopatólogo. Investigador Titular	Cuba
Ms	Lenka	ernínová	Ecumenical Academy	Project Coordinator	Czechia
Ms	Pavla	Kotíková	Ecumenical academy	project coordinator	Czechia
Ms	Barbora	Trojak	Make Fruit Fair! consortium	External expert	Czechia
Mr	Gustavo	Gandini	Asociación Bananos Ecológicos de la Línea Noroeste (BANELINO)	Dpto Agricultura Organica, Biodiversidad y Medio Ambiente	Dominican Republic
Mr	Francisco	Caraballo	Misión Permanente de la República Dominicana ante las Oficinas de la ONU y otros organismos en Ginebra	Embajador	Dominican Republic
Mr	Rawell Salomón	Taveras Arbaje	Misión Permanente de la República Dominicana ante las Oficinas de la ONU y otros organismos en Ginebra	Consejero	Dominican Republic
Ms	Claudia	Hernández Vetsch	Misión Permanente de la República Dominicana ante la OMC, y demás organizaciones económicas internacionales (UNCTAD, OMPI y UIT), Ginebra	Embajadora, Representante Alterna ante la OMC, Encargada de Negocios, a.i.	Dominican Republic
Ms	Paula Senovia	Duran	SIUTRAPBAM	Treasurer	Dominican Republic
Mr	Crusito Miguel	Toribio	SIUTRAPBAM	General Secretary	Dominican Republic
Ms	Gabriela	Garcia	Ecuador	Primer Secretario	Ecuador

Titre	Prénom(s)	Nom	Organisation représentée	Position	Pays
Mr	Raul Clemente	Ledesma	Ministerio de Agricultura y Ganadería	Minister	Ecuador
Ms	Alice	Bordaçarre	ActionAid France-Peuples solidaires	Campaigning officer on decent work	France
Ms	Amélie	Theriez	Agrauxine	Chef Produit	France
Mr	Alistair	Smith	Banana Link/Euroban	Coordinador internacional	France
Ms	Amandine	de la Forge	BAYER SAS	Product Development Manager Sub-Saharan Africa	France
Ms	Lauren	Shields	Business for Social Responsibility (BSR) HERproject	Manager	France
Ms	Carolina	Dawson	Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD)	Analyste des Marchés	France
Mr	Thierry	Lescot	Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD)	Chercheur - Agronome	France
Mr	Denis Edouard Marie	Loeillet	Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD) Market News Service / FruiTrop magazine	CIRAD Market News Service Representative	France
Ms	Christelle	Lasme	Compagnie Fruitière	Sustainable development manager	France
Mr	Alain	Normand	Compagnie Fruitière	Head of Agronomics and R&D	France
Ms	Françoise	Mace	Fondation Charles Léopold Mayer	Programme Officer	France
Mr	Léo	Keller	Food and Agriculture Organization of the UN	Consultant	France
Ms	Daphné	Le Lay	Ministère de l'agriculture et de l'alimentation	in charge of banana sector	France
Mr	Jean François	Crouzet	FRUCTIFRUI	Directeur	France
Mr	Michael Martin Gaspard	Doucet	Mano Sana	Ostéopathe	France
Mr	Yoann	Gaschet	Mano Sana	Coordinateur international	France
Ms	Alexandra	Kessler	Action Alliance on Sustainable Bananas / CSP Center (ABNB/CSCP)	Project Coordinator	Germany
Mr	Joerg	Doberstein	Afrikanische Frucht Compagnie	Managing Director	Germany
Mr	Joachim	Urkötter	Afrikanische Frucht Compagnie	Sales Manager	Germany
Ms	Anja	Grote Westrick	ALDI International Services GmbH & Co. oHG	Director CRI	Germany
Mr	Philipp	Ilbertz	ALDI Nord	Director Corporate Responsibility	Germany
Mr	Helge	Fischer	BanaFair	Project Officer	Germany
Ms	Sophie	Huvier-Boutin	Bayer AG	Global Segment Manager - Fruits Fungicides	Germany
Ms	Birte	Tschentke	Bayer AG	Global Key Relation Manager Foodchain	Germany
Mr	Ronald Eduardo	Guendel Gonzalez	Bayer CropScience	Global Head Food Chain Relations	Germany
Mr	Michael	Otersen	Cobana GmbH & Co. KG	Purchasing Manager Bananas	Germany
Ms	Lena	Hansen	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)	Independent Consultant Sustainable Value Chain	Germany
Ms	Bettina	von Reden	Fairtrade Germany	International Relations and Programmes	Germany
Mr	Jose	Paredes	Fairtrade International		Germany
Ms	Silvia Teresa	Campos Malpartida	Fairtrade International	Global Product Manager Bananas	Germany

Titre	Prénom(s)	Nom	Organisation représentée	Position	Pays
Mr	Wilbert	Flinterman	Fairtrade International	Senior Advisor Workers' Rights and Trade Union Relations	Germany
Mr	Enrique	Uribe Leitz	GLOBALG.A.P	Technical Expert	Germany
Mr	Manfred	Pulm	Greenyard Fresh Germany	Quality Management	Germany
Mr	Florian	Schutze	Lidl Stiftung	Head of CSR	Germany
Ms	Christin	Becker	Oxfam Germany	Campaign Coordinator "Make Fruit Fair!"	Germany
Mr	Florian	Schäfer	REWE Group	Project Manager Sustainability Fresh Goods	Germany
Ms	Abena Amponsah	Awuah	Golden Exotics Limited (GEL)	Gender Officer	Ghana
Mr	George	Kporye	Golden Exotics Limited (GEL)	Corporate Affairs Manager	Ghana
Ms	Sakyi	Adwoa	International Union of Food, Agricultural, Hotel, Restaurant, Catering, Tobacco and Allied Workers' Associations (IUF)	Regional Women's Coordinator	Ghana
Mr	Ato	Amoah	Migrant Watch and Skilled Revolution Front	CEO	Ghana
Mr	Gideon	Brobbe	Migrant Watch and Skilled Revolution Front	Assistant Extensions Office - Okyereko Project Area	Ghana
Mr	Nana Agyei	Owusu	Migrant Watch and Skilled Revolution Front	Farms Manager - Nkoranza Project Zone	Ghana
Ms	Yolande	Chilin Charles	Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD)	Ingenieur de recherche en épidémiologie végétale	France (Guadeloupe)
Ms	Maria Teresa	Bolanos	Agroamerica	Manager	Guatemala
Mr	Manuel Fernando	Bolaños Valle	Agroamerica	CEO	Guatemala
Mr	Julio	Merida	Asociacion de Productores Independientes de Banano (APIB)	Executive Director	Guatemala
Ms	Debora	Cumes	Guatemalan Government	Agriculture Attaché, Counsellor	Guatemala
Ms	Carolina	Barrientos Recinos	Ministerio de Relaciones Exteriores	Primer Secretario	Guatemala
Mr	Noé Antonio	Ramirez Portela	Sindicato de los Trabajadores del Banano de Izabal (SITRABI)	Secretario General	Guatemala
Ms	Selfa	Sandoval Carranza	Sindicato de los Trabajadores del Banano de Izabal (SITRABI)	Women's Officer	Guatemala
Ms	Maria Gloria	Garcia	Coordinadora Latinoamericana de Sindicatos Bananeros y Agroindustriales (COLSIBA)	OHS Officer	Honduras
Ms	Iris Yolanda	Munguia Figueroa	Coordinadora Latinoamericana de Sindicatos Bananeros y Agroindustriales (COLSIBA)	Coordinator	Honduras
Mr	Gilbert	Bermudez Umaña	Coordinadora Latinoamericana de Sindicatos Bananeros y Agroindustriales (COLSIBA)	Deputy Coordinator	Honduras
Mr	Jose Alfredo	Jimenez Nunez	Federación de Sindicatos de Trabajadores de la Agroindustria (FESTAGRO)	Communications Secretary	Honduras
Ms	Uma	Subbaraya	Indian Council of Agricultural Research, India	Director	India
Mr	Thangavelu	Raman	Indian Council of Agricultural Research-National Research centre for Banana-India	Principal Scientist	India
Mr	Sundararaju	Palaniyandi	Retired Principal Scientist from Govt. of India	Principal Scientist, Nematology (Retd)	India
Ms	Angela	Pivato	Ca' Foscari University of Venice	Postgraduate student	Italy
Ms	Monica	Fonseca Jaramillo	Embajada de la República de Colombia en Roma	Ministro Consejero	Italy
Ms	Francesca	Distefano	Food and Agriculture Organization of the UN	Gender and Development Expert	Italy

Titre	Prénom(s)	Nom	Organisation représentée	Position	Pays
Mr	Pascal	Liu	Food and Agriculture Organization of the UN	Senior Economist	Italy
Mr	Victor	Prada	Food and Agriculture Organization of the UN	Consultant	Italy
Ms	Sara	Alves	G.V.C. - Gruppo di Volontariato Civile	Project manager- global education and awareness raising	Italy
Mr	Emmy	Curradi	ITALIA -non organizzazione non governo rappresentante	Agente commerciale	Italy
Ms	Anna	Cantafora	Self employed	Consultant	Italy
Ms	Khonesavanh	Chittarath	Plant protection center, Department of Agriculture, Ministry of Agriculture and Forestry	Plant pathologist	Lao People's Democratic Republic
Mr	Johannes	van der Waal	Agro Fair Europe B.V.	CEO	Netherlands
Mr	Luud	Clercx	Agrofair	Project manager	Netherlands
Ms	Barbara Elsa Cornelia	den Otter	AgroFair	Marketing Communication officer	Netherlands
Mr	Frank	Vermeersch	Agrofair B.V.	Customer Relations & Marcom	Netherlands
Ms	Anna	Lentink	Fairfood	Living Wage & Livelihood	Netherlands
Mr	Pieter	Verbaas	Fresh Produce Centre	Director Food Safety	Netherlands
Mr	Rudolf	Mulderij	FreshPlaza	Editor	Netherlands
Mr	Kebba	Colley	IDH The sustainable trade initiative	Senior Program Manager	Netherlands
Ms	Sonia	Cordera	IDH The Sustainable Trade Initiative	Program Officer	Netherlands
Mr	Jos	Harmsen	Max Havelaar Netherlands	Supply & Development Manager	Netherlands
Mr	Jeroen	Kroezen	Solidaridad	Programme Manager Fruit&Vegetables	Netherlands
Mr	Harold	Meijer	Wageningen University & Research	Research Associate	Netherlands
Mr	magne	svartbekk	Bama Group	Director CSR	Norway
Ms	Linett del Carmen	Duque Cedeño	Agrofair	Certificaciones, Sostenibilidad y Trazabilidad	Panama
Mr	Rafael	Abrego Castillo	Cooperativa Bananera del Atlantico (COOBANA)	Secretario	Panama
Mr	Chito	Quintero	Cooperativa Bananera del Atlantico (COOBANA)	Directivo	Panama
Mr	Camilo	Beltrán Montoya	Comunidad Andina	Responsable de Sanidad Vegetal	Peru
Mr	Luis Miguel	Suárez Puelles	Coordinadora de Comercio Justo de Perú	Secretario Ejecutivo	Peru
Ms	Santos Celestina	Carranza Ruiz	Federacion Nacional De Trabajadores Del Sector Agrario, Industria, Riego y Similares Del Peru (FENTRAIR)	Women's Officer	Peru
Mr	Juan Antonio	Herrera Huanca	Sindicato de Trabajadores Agrarios del Peru (SITAG)	General Secretary	Peru
Ms	Evelyn	Laviña	Department of Agriculture	Undersecretary	Philippines
Ms	Joycel	Panlilio	Department of Agriculture	Executive Assistant IV/Chief of Staff	Philippines
Ms	Evelyn	Ramos	Department of Labor and Employment	Assistant Regional Director	Philippines
Mr	Koronado	Apuzen	Foundation for Agrarian Reform Cooperatives in Mindanao, Inc. (FARMCOOP)	Executive Director	Philippines
Ms	Kahlil Sucgang	Apuzen-Ito	Foundation for Agrarian Reform Cooperatives in Mindanao, Inc. (FARMCOOP)	Director of Creative Nurturing Communities and Sustainability Initiatives	Philippines

Titre	Prénom(s)	Nom	Organisation représentée	Position	Pays
Mr	Dennis	Bialin	Foundation for Agrarian Reform Cooperatives in Mindanao, Inc. (FARMCOOP)	Research Scientist	Philippines
Ms	Cremia	Guino	Foundation for Agrarian Reform Cooperatives in Mindanao, Inc. (FARMCOOP)	Program Officer/Gender Focal Person	Philippines
Mr	Mario	Mandalones	Foundation for Agrarian Reform Cooperatives in Mindanao, Inc. (FARMCOOP)	Chairperson of the Board of Trustees	Philippines
Ms	Carmela	Pedregosa	Foundation for Agrarian Reform Cooperatives in Mindanao, Inc. (FARMCOOP)	Farm Manager	Philippines
Ms	Mayette	Tudlas	Department of Agriculture	Executive Assistant	Philippines
Mr	Benedick	Silao	Philippine Department of Agriculture - Geneva Post	Assistant to the Agriculture Attaché	Philippines
Ms	Divina Trinidad	Carolino	Philippine Mission to the United Nations and other International Organizations in Geneva	Attaché	Philippines
Mr	Jerome	Bunyi	Philippine Mission to the World Trade Organization	Agriculture Attaché	Philippines
Mr	Arnel	Talisayon	Philippines	First Secretary and Consul	Philippines
Mr	Stephen	Antig	Pilipino Banana Growers & Exporters Association, Inc.	Executive Director	Philippines
Mr	Lothar	Trueggemann	Unifrutti Tropical Philippines, Inc.	VP Biotechnology and Research Services	Philippines
Ms	Anca	Gheorghică	Asociația Mai Bine	Director	Romania
Mr	Kerde Michael	Severin	Government of St Lucia	Project Manager(Banana Productivity Improvement Project)	Saint Lucia
Mr	Rahjim	Albertinie	Winfresh	Procurement Director	Saint Lucia
Ms	Kozel	Fraser	Windward Islands Farmers Association (WINFA)	Coordinator	Saint Vincent and the Grenadines
Mr	Renwick	Rose	Windward Islands Farmers Association (WINFA)	Board Director	Saint Vincent and the Grenadines
Mr	Andrea	Del Bello	DELOT DOO	Director	Slovenia
Mr	Albertus	Viljoen	Stellenbosch University	Professor	South Africa
Ms	Tania	Moodley	TESCO	Responsible Sourcing Manager	South Africa
Mr	Pedro José	Hernández Aliaga	Euro Pool System	Country Manager Overseas	Spain
Mr	Reto Jack	Zangerl	Brand Affairs	Managing Partner	Switzerland
Mr	Andrew	Biles	Chiquita Brands International Sarl	CEO	Switzerland
Mr	Verborg	Frederic	Chiquita Brands International Sarl	Sustainability and Project Manager	Switzerland
Mr	Pierre Marc Olivier	Jaumaud	Coop Hauptsitz	Einkauf Bananen	Switzerland
Ms	Nina	Ellenbroek	Coop Switzerland	Sustainability projects	Switzerland
Ms	Agata	Galinska	European Union	First Secretary	Switzerland
Mr	Martin	Blaser	Fairtrade International	Global Product Manager Bananas	Switzerland
Ms	Carolyn	Rodrigues Birkett	FAO Liaison Office with the United Nations (Geneva)	Director	Switzerland
Mr	Cedric	Jacot-Guillarmod	INCITO communications	Founder	Switzerland
Ms	Maria de los Angeles	Fortuny Corredo	International Labour Organization (ILO)	FACT Unit Head	Switzerland
Mr	Patrick	Belser	International Labour Organization (ILO)	Senior Economist	Switzerland

Titre	Prénom(s)	Nom	Organisation représentée	Position	Pays
Mr	El'vis	Beytullayev	International Labour Organization (ILO)	Rural Economy Officer	Switzerland
Mr	Eric	Carlson	International Labour Organization (ILO)	Disability Specialist	Switzerland
Ms	Angélique	Flores-Girod	International Labour Organization (ILO)	Member of the Secretariat	Switzerland
MS	Deborah	Greenfield	International Labour Organization (ILO)	Deputy Director-General for Policy	Switzerland
Ms	Leticia Maria	Johnson	International Labour Organization (ILO)	Intern	Switzerland
Mr	Martin	Oelz	International Labour Organization (ILO)	Senior specialist on Equality and Non-discrimination	Switzerland
Ms	Aishwarya	Pothula	International Labour Organization (ILO)	Intern	Switzerland
Ms	May Mi	Than Tun	International Labour Organization (ILO)	Meetings and Knowledge Management Officer	Switzerland
Mr	Adame	Traore	International Labour Organization (ILO)	Technical officer	Switzerland
Ms	Alette	van Leur	International Labour Organization (ILO)	Director, Sectoral Policies Department	Switzerland
Ms	Sabrina	Herzog	International Trade Centre (ITC)	International Consultant	Switzerland
Mr	Hernan	Manson	International Trade Centre (ITC)	Senior Officer Inclusive Agribusiness	Switzerland
Ms	Susan	Longley	International Union of Food, Agricultural, Hotel, Restaurant, Catering, Tobacco and Allied Workers' Associations (IUF)	General Secretary	Switzerland
Ms	Stephanie	Fuchs	MIGROS-Genossenschafts-Bund	Purchaser	Switzerland
Ms	Florence	Diserens	Office Fédéral de l'Agriculture (OFAG)	Policy advisor	Switzerland
Mr	Dominique Louis	Kohli	Office Fédéral de l'Agriculture (OFAG)	Sous-Directeur	Switzerland
Mr	Alwin Rudolf	Kopse	Office Fédéral de l'Agriculture (OFAG)	Responsable du Secteur	Switzerland
Ms	Florie	Marion	Office Fédéral de l'Agriculture (OFAG)	Responsable adjointe communication	Switzerland
Mr	Quentin	Bohlen	Radio Télévision Suisse	Journaliste	Switzerland
Mr	Nicolas	Defferrard	RTS radio télévision suisse	Cameraman	Switzerland
Mr	Urs	Lotze	RTS radio télévision suisse	Opérateur son	Switzerland
Mr	Vania	Paratte	RTS radio télévision suisse	Réalisateur	Switzerland
Mr	Roberto	Vega	Syngenta	Head Smallholder Policy & Food Chain Relations	Switzerland
Ms	Leonela	Santana-Boado	United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD)		Switzerland
Mr	Servet	Atayeter	Turkish Standard Institution (TSE)	Secretary of ISO/TC34/SC3	Turkey
Ms	Silvia	Castro Torres	Banana Link	Volunteer	United Kingdom
Ms	Anna	Cooper	Banana Link	Project Coordinator	United Kingdom
Mr	Ian Christopher	Farquhar	Banana Link	Policy Officer	United Kingdom
Mr	Paul	Lievens	Banana Link	Communications Officer	United Kingdom
Ms	Jacqui	Mackay	Banana Link	National Coordinator	United Kingdom
Ms	Romina	Oliveira	Banana Link	Translation Coordinator	United Kingdom
Mr	Jon	Tugwell	Fyffes	Environmental Manager	United Kingdom

Titre	Prénom(s)	Nom	Organisation représentée	Position	Pays
Ms	Juliet	Arku-Mensah	General Agricultural Workers Union of Ghana (GAWU) / Sustainable living wages and the impact of fairtrade at Volta River Estates Limited (VREL)	Fairtrade Officer	United Kingdom
Ms	Sara	Middleton	Imperial College London	Post-graduate Student	United Kingdom
Ms	Katie	Knaggs	International Procurement and Logistics Ltd	Group Sustainability Manager	United Kingdom
Mr	Johannes	Coetzee	International procurement and logistics ltd. (ASDA)	Banana Technical manager	United Kingdom
Mr	Kenneth	MacLeod	IPL Asda Walmart	Senior Buyer	United Kingdom
Ms	Rachel	Wilshaw	Oxfam GB	Ethical Trade Manager	United Kingdom
Mr	Mark	Edwards	Primafruit Ltd.	Senior Technologist	United Kingdom
Ms	Jessica	Ainley	Sainsbury's	Sustainable and Ethical Sourcing Coordinator	United Kingdom
Ms	Cassandra	Hards	SH Pratt Group	Supplier Technical Manager	United Kingdom
Mr	Leigh	Spanner	SH Pratt Group	Senior Head Of Technical	United Kingdom
Ms	Leena	Camadoo	The Fairtrade Foundation	Supply Chain Manager	United Kingdom
Mr	Moses	Otoo Kwaku	The Industrial and Commercial Workers Union (ICU)	Industrial Relations Officer	United Kingdom
Mr	Jan	't Lam	The Rainforest Alliance	Global Markets lead, Fruit	United Kingdom
Ms	Susan	Murray	Unite the Union, UK	National Health and Safety Adviser	United Kingdom
Mr	Christopher	Gilligan	University of Cambridge	Professor of Mathematical Biology	United Kingdom
Mr	Daniel	Bebber	University of Exeter	Senior Lecturer	United Kingdom
Ms	Hellgard	Lipper-Morse	Waitrose	Technical Manager	United Kingdom
Ms	Michelle	Bhattacharyya	Global Living Wage Coalition (GLWC)	Coordinator	United States
Mr	Xavier	Roussel	Dole Food Company	Vice President Marketing and Sustainability	United States
Ms	Martha	Anker	Global Living Wage Coalition (GLWC)	Founding member	United States
Mr	Richard	Anker	Global Living Wage Coalition (GLWC)	Founding member	United States
Ms	Gabriela	Rosazza	International Labor Rights Forum	Campaigns Associate	United States
Mr	Steven	Warshaw	Sumitomo	Consultant	United States
Mr	Manuel	Rodriguez	Sumitomo Corporation of Americas	Consultant	United States

Annexe 7: Couverture médiatique de la Conférence du FMB

> ARTICLES SUR LA CONFÉRENCE

Afrique Agriculture (FR):

<https://www.afrique-agriculture.org/agenda/le-forum-mondial-de-la-banane-organise-sa-troisieme-conference-mondiale>

Fresh Fruit Portal (EN):

<https://www.freshfruitportal.com/news/2017/07/28/world-banana-forum-gears-third-global-meeting/>

Fresh Plaza (EN):

<http://www.freshplaza.com/article/181589/World-Banana-Forum-to-hold-third-global-conference-this-November>

Fresh Plaza (EN):

<http://www.freshplaza.com/article/184763/World-Banana-Forum-discusses-threats-from-TR4>

Fruitrop (EN):

<http://www.fruitrop.com/en/Articles-Web/Direct-from-the-markets/2017/Third-Conference-of-the-World-Banana-Forum>

Krishi Jagran (EN):

<http://krishijagran.com/events/3rd-global-conference-of-world-banana-forum/>

MyAgriGuru (EN):

<http://www.myagriguru.com/agriculture-news-&-knowledge/moredetail/59e1a6699d8d7>

Swiss Conferences (EN):

<http://www.swiss-conferences.com/conferences/third-conference-of-the-world-banana-forum>

WeFM (EN):

<http://www.999wefm.com/svg-participating-in-world-banana-forum-third-global-conference-in-switzerland/>

> ARTICLES SUR BOHESI

Antigua Observer (EN):

<https://antiguaobserver.com/un-agriculture-agency-launches-handbook-to-improve-safety-in-banana-farming-sector/>

Biz Community (EN):

<http://www.bizcommunity.com/Article/1/358/169875.html>

El Comercio (SP):

<http://www.elcomercio.com/actualidad/fao-manual-banano-ecuador-adaptacion.html>

El Diario (SP):

http://www.eldiario.es/economia/FAO-manual-bananero-Ecuador-adaptarse_0_706579688.html

El Mundo (SP):

<https://www.elmundo.cr/nuevo-manual-busca-mejorar-salud-y-seguridad-de-los-trabajadores-de-las-bananeras/>

FAO (EN):

<http://www.fao.org/news/story/es/item/1056743/icode/>

Far Easter Agriculture (EN):

<http://fareasternagriculture.com/crops/food-commodity/fao-launch-banana-farming-safety-handbook>

FNB News (EN):

<http://www.fnbnews.com/Top-News/fao-ecuador-govt-unveil-guide-to-make-banana-workers-conditions-safer-41355>

FreshPlaza (SP):

<http://www.freshplaza.es/article/111406/El-manual-para-el-empleo-bananero-de-Ecuador-puede-adaptarse-a-otros-pa%C3%ADses>

India Blooms (EN):

<https://www.indiablooms.com/world-details/F/13462/un-agriculture-agency-launches-handbook-to-improve-safety-in-banana-farming-sector.html>

La Estrella (SP):

<http://laestrella.com.pa/vida-de-hoy/planeta/contribuye-mejorar-cultivos-banano/24032989>

La Vanguardia (SP):

<http://www.lavanguardia.com/politica/20171110/432764205975/fao-manual-para-empleo-bananero-en-ecuador-puede-adaptarse-en-otros-paises.html>

Prensa Latina (SP):

<http://prensa-latina.cu/index.php?o=rn&id=130170&SEO=fao-y-ecuador-presentan-nuevo-manual-para-seguridad-de-bananeros>

Repeating Islands (EN):

<https://repeatingislands.com/2017/11/09/un-to-improve-safety-in-banana-farming-sector/>

UN Daily News (EN):

<http://unicmanila.org/files/2017/11/UN-Daily-News-9-November-2017.pdf>

UN Radio (EN):

<http://www.unmultimedia.org/radio/english/2017/11/news-in-brief-08-november-2017-pm/#.WhKn2LbMxo5>

ARTICLES SUR LE TR4

AgroFair (EN):

<http://www.agrofair.nl/global-alert-against-panama-disease/>

FDIN (EN):

<http://www.fdin.org.uk/2017/11/bye-bye-bananas/>

GMB (EN):

<http://www.gmb.org.uk/newsroom/no-more-bananas>

AUTRES INFORMATIONS

Ethical Trade (EN):

<https://www.ethicaltrade.org/blog/now-i-am-bold-empowering-tropical-fruit-workers-in-africa>

Fruitrop (FR):

<http://www.fruitrop.com/Articles-Web/Infos-du-marche/2017/Comment-atteindre-une-distribution-plus-juste-de-la-valeur-dans-la-filiere-banane>

Labor Rights Forum (EN):

<https://www.laborrights.org/releases/call-action-workers-global-banana-industry>



© FAO/Giulio Napolitano



© Sergio Arraiz



© FAO/Giuseppe Lazzari

ISBN 978-92-5-131073-1



9 789251 310731

CA0181FR/1/10.18